

COUR CONSTITUTIONNELLE

F. 2008 — 1213

[2008/200941]

Extrait de l'arrêt n° 50/2008 du 13 mars 2008

Numéro du rôle : 4081

En cause : le recours en annulation des articles 2 à 5, 10 et 14 de la loi du 15 mai 2006 « modifiant la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, du Code d'instruction criminelle, le Code pénal, le Code civil, la nouvelle loi communale et la loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption » et de l'article 13 de la loi du 13 juin 2006 « modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse et à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction », introduit par l'ASBL « Défense des Enfants - International - Belgique - Branche francophone (D.E.I. Belgique) » et l'ASBL « Ligue des Droits de l'Homme ».

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents M. Melchior et M. Bossuyt, des juges P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke et J. Spreutels, et, conformément à l'article 60bis de la loi spéciale du 6 janvier 1989, du président émérite A. Arts, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 1^{er} décembre 2006 et parvenue au greffe le 4 décembre 2006, un recours en annulation des articles 2 à 5, 10 et 14 de la loi du 15 mai 2006 « modifiant la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, du Code d'instruction criminelle, le Code pénal, le Code civil, la nouvelle loi communale et la loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption » (publiée au *Moniteur belge* du 2 juin 2006, deuxième édition) et de l'article 13 de la loi du 13 juin 2006 « modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse et à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction » (publiée au *Moniteur belge* du 19 juillet 2006, deuxième édition) a été introduit par l'ASBL « Défense des Enfants - International - Belgique - Branche francophone (D.E.I. Belgique) », dont le siège est établi à 1000 Bruxelles, rue Marché aux Poulets 30, et l'ASBL « Ligue des Droits de l'Homme », dont le siège est établi à 1190 Bruxelles, chaussée d'Alseberg 303.

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1. Les articles 2 à 5 attaqués de la loi du 15 mai 2006 « modifiant la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, du Code d'instruction criminelle, le Code pénal, le Code civil, la nouvelle loi communale et la loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption » énoncent :

« Art. 2. Il est inséré dans la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la place de l'article 37bis, rétabli par la loi du 7 mai 2004, qui devient l'article 38, un article 37bis rédigé comme suit :

' Art. 37bis - § 1^{er}. Le juge ou le tribunal peut faire une offre restauratrice de médiation et de concertation restauratrice en groupe si les conditions suivantes sont remplies :

1° il existe des indices sérieux de culpabilité;

2° la personne qui est présumée avoir commis un fait qualifié infraction déclare ne pas nier être concernée par le fait qualifié infraction;

3° une victime est identifiée.

Une offre restauratrice ne peut être mise en œuvre que si les personnes qui y participent y adhèrent de manière expresse et sans réserve, et ce, tout au long de la médiation ou de la concertation restauratrice en groupe.

§ 2. La médiation permet à la personne qui est présumée avoir commis un fait qualifié infraction, aux personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard, aux personnes qui en ont la garde en droit ou en fait ainsi qu'à la victime, d'envisager ensemble, et avec l'aide d'un médiateur neutre, les possibilités de rencontrer les conséquences notamment relationnelles et matérielles d'un fait qualifié infraction.

Le juge ou le tribunal propose, par écrit, aux personnes visées au premier alinéa de participer à une médiation.

§ 3. La concertation restauratrice en groupe permet à la personne qui est présumée avoir commis un fait qualifié infraction, à la victime, à leur entourage social, ainsi qu'à toutes personnes utiles, d'envisager, en groupe et avec l'aide d'un médiateur neutre, des solutions concertées sur la manière de résoudre le conflit résultant du fait qualifié infraction, notamment en tenant compte des conséquences relationnelles et matérielles résultant du fait qualifié infraction.

Le juge ou le tribunal propose une concertation restauratrice en groupe à la personne qui lui est déférée et qui est présumée avoir commis un fait qualifié infraction, aux personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard et aux personnes qui en ont la garde en droit ou en fait.

La ou les victimes sont informées par écrit.

§ 4. Le juge ou le tribunal informe les personnes visées au § 2, alinéa 1^{er}, et au § 3, alinéa 2, qu'elles peuvent :

1° être conseillées par leur avocat avant d'accepter l'offre restauratrice;

2° se faire assister d'un avocat dès le moment où l'accord auquel aboutissent les personnes visées aux § 2, alinéa 1^{er}, et § 3, alinéa 2, est fixé. '

Art. 3. Il est inséré dans la même loi un article 37ter, rédigé comme suit :

' Art. 37ter - § 1^{er}. Le juge ou le tribunal fait parvenir une copie de sa décision au service de médiation ou au service de concertation restauratrice en groupe, reconnu par les autorités compétentes, organisé par les communautés ou répondant aux conditions fixées par celles-ci. Ce service est chargé de mettre en œuvre l'offre restauratrice.

§ 2. Si les personnes visées à l'article 37bis, § 2, alinéa 1^{er}, et § 3, alinéa 2, ne prennent pas contact, dans les huit jours ouvrables à partir de la proposition du tribunal, avec le service de médiation ou le service de concertation restauratrice en groupe, ce service prend contact avec les personnes citées pour leur faire une offre restauratrice.

§ 3. Le service de concertation restauratrice en groupe contacte, en concertation avec les personnes visées à l'article 37bis, § 3, alinéa 2, les personnes de leur entourage social et toutes autres personnes utiles.

Le service de médiation peut, moyennant l'accord des personnes visées à l'article 37bis, § 2, alinéa 1^{er}, impliquer d'autres personnes ayant un intérêt direct à la médiation. '

Art. 4. Il est inséré dans la même loi un article 37quater, rédigé comme suit :

' Art. 37quater - § 1^{er}. Si la médiation ou la concertation restauratrice en groupe mène à un accord, l'accord, signé par la personne qui est présumée avoir commis un fait qualifié infraction, par les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard ainsi que par la victime, est joint au dossier judiciaire.

En cas de concertation restauratrice en groupe, une déclaration d'intention de la personne qui est présumée avoir commis un fait qualifié infraction est également insérée. Elle y explique les démarches concrètes qu'elle entreprendra en vue de restaurer les dommages relationnels et matériels et les dommages subis par la communauté et d'empêcher d'autres faits dans le futur.

L'accord obtenu doit être homologué par le juge ou le tribunal. Celui-ci ne peut modifier son contenu. Le juge ou le tribunal ne peut refuser l'homologation que si l'accord est contraire à l'ordre public.

§ 2. Si l'offre restauratrice n'aboutit pas à un accord, les autorités judiciaires ou les personnes concernées par l'offre restauratrice ne peuvent utiliser ni la reconnaissance de la matérialité du fait qualifié infraction par la personne présumée d'avoir commis un fait qualifié infraction, ni le déroulement ou le résultat de l'offre restauratrice en défaveur du jeune.

Le service de médiation ou de concertation restauratrice en groupe établit un rapport succinct sur le déroulement de l'offre restauratrice en groupe et sur son résultat. Ce rapport est soumis à l'avis des personnes visées à l'article 37bis, § 2, alinéa 1^{er}, et § 3, alinéa 2. Il est joint au dossier de la procédure.

§ 3. Les documents établis et les communications faites dans le cadre d'une intervention du service de médiation ou de concertation restauratrice en groupe sont confidentiels, à l'exception de ce que les parties consentent à porter à la connaissance des autorités judiciaires. Ils ne peuvent être utilisés dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure visant à résoudre des conflits et ne sont pas admissibles comme preuve, même comme aveu extrajudiciaire '.

Art. 5. Il est inséré dans la même loi un article 37quinquies, rédigé comme suit :

' Art. 37quinquies - § 1^{er}. Le service de médiation ou le service de concertation restauratrice en groupe établit un rapport succinct sur l'exécution de l'accord et l'adresse au juge ou au tribunal ainsi qu'au service social compétent.

§ 2. Si l'exécution de l'accord selon les modalités prévues intervient avant le prononcé du jugement, le tribunal doit tenir compte de cet accord et de son exécution.

§ 3. Si l'exécution de l'accord selon les modalités prévues intervient après le prononcé du jugement, le tribunal peut être saisi sur la base de l'article 60 en vue d'alléger la ou les mesures définitives ordonnées à l'encontre de la personne ayant commis un fait qualifié infraction ' ».

L'article 10 de la loi précitée prévoit :

« L'article 47 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

' L'extinction de l'action publique à l'égard de la personne visée à l'article 36, 4, à la suite de la mise en œuvre d'une médiation visée à l'article 45quater, ne préjudicie pas aux droits des victimes et des personnes subrogées dans leurs droits d'obtenir une indemnisation, à condition que la victime n'ait pas participé à la médiation ou qu'elle ait participé à une médiation dont l'accord mentionne explicitement qu'il n'a pas été remédié entièrement aux conséquences matérielles du fait qualifié infraction. A leur égard, la faute de l'auteur du fait qualifié infraction est présumée irréfragablement ' ».

L'article 14 de la même loi dispose :

« Un article 61bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

' Art. 61bis - Une copie des jugements et arrêts rendus en audience publique est transmise directement, lors du prononcé de ces décisions, au jeune de douze ans ou plus et à ses père et mère, tuteurs ou personnes qui ont la garde en droit ou en fait de l'intéressé, s'ils sont présents à l'audience. Au cas où cette remise n'a pu avoir lieu, la décision est notifiée par pli judiciaire.

La copie des jugements et arrêts indique les voies de recours ouvertes contre ceux-ci ainsi que les formes et délais à respecter ' ».

L'article 45quater de la loi du 8 avril 1965 « relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait », inséré par l'article 13 de la loi du 13 juin 2006 « modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse et à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction » (*Moniteur belge*, 19 juillet 2006, deuxième édition), dispose, depuis sa modification par les articles 90 et 91 de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (II) (*Moniteur belge*, 28 décembre 2006) :

« Un article 45quater, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

' Art. 45quater - § 1^{er}. Le procureur du Roi informe par écrit la personne soupçonnée d'avoir commis un fait qualifié infraction, les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard, les personnes qui en ont la garde en droit ou en fait et la victime, qu'elles peuvent participer à une médiation et qu'elles ont, dans ce cadre, la possibilité de s'adresser à un service de médiation, organisé par les communautés ou répondant aux conditions fixées par celles-ci, qu'il désigne.

Le procureur du Roi peut faire une telle proposition lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- 1° il existe des indices sérieux de culpabilité;
- 2° l'intéressé déclare ne pas nier le fait qualifié infraction;
- 3° une victime est identifiée.

La décision du procureur du Roi d'orienter ou non un dossier vers la procédure de médiation doit être écrite et motivée sauf s'il souhaite classer l'affaire sans suite.

Hormis les cas visés à l'article 49, alinéa 2, l'absence d'une telle motivation entraîne l'irrégularité de la saisine du tribunal de la jeunesse.

Lorsqu'une proposition de médiation est faite, le procureur du Roi informe les personnes concernées qu'elles ont le droit de :

- 1° solliciter les conseils d'un avocat avant de participer à la médiation;
- 2° se faire assister par un avocat au moment où l'accord auquel aboutissent les personnes concernées est fixé.

Le procureur du Roi adresse une copie des propositions écrites au service de médiation désigné. Si, dans les huit jours de la réception de la proposition écrite du procureur du Roi, les personnes concernées n'ont fait aucune démarche envers le service de médiation, celui-ci prend contact avec elles.

Une médiation ne peut avoir lieu que si les personnes qui y participent y adhèrent de manière expresse et sans réserve, et ce, tout au long de la médiation.

§ 2. Dans les deux mois de sa désignation par le procureur du Roi, le service de médiation établit un rapport succinct relatif à l'état d'avancement de la médiation.

L'accord auquel abouti les personnes concernées par la médiation est signé par la personne qui est soupçonnée d'avoir commis un fait qualifié infraction, par les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard, ainsi que par la victime, et doit être approuvé par le procureur du Roi. Celui-ci ne peut en modifier le contenu. Il ne peut refuser d'approuver un accord que s'il est contraire à l'ordre public.

§ 3. Le service de médiation établit un rapport sur l'exécution de l'accord et l'adresse au procureur du Roi. Ce rapport est joint au dossier de la procédure.

Lorsque la personne visée à l'article 36, 4^o, a exécuté l'accord de médiation selon les modalités prévues, le procureur du Roi en dresse procès-verbal et en tient compte lorsqu'il décide de classer sans suite ou non l'affaire. Dans ce cas, un classement sans suite a pour effet l'extinction de l'action publique.

Une copie du procès-verbal est remise à l'auteur du fait qualifié infraction, aux personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard, à la victime ainsi qu'au service de médiation. Au cas où cette remise n'a pu avoir lieu, la copie du procès-verbal est notifiée par pli judiciaire.

§ 4. Si la médiation ne donne aucun résultat, ni la reconnaissance de la matérialité des faits par le jeune, ni le déroulement ou le résultat de la médiation ne peuvent être utilisés, par les autorités judiciaires ou toute autre personne, au préjudice du jeune.

Les documents établis et les communications faites dans le cadre d'une intervention du service de médiation sont confidentiels, à l'exception de ce que les parties consentent à porter à la connaissance des autorités judiciaires. Ils ne peuvent être utilisés dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure visant à résoudre des conflits et ne sont pas admissibles comme preuve, même comme *aveu extrajudiciaire* ».

Quant à la recevabilité du recours et du moyen unique

B.2. D'après le Gouvernement flamand, les parties requérantes n'auraient pas intérêt au recours dès lors que l'annulation qu'elles postulent ne leur procurerait aucun avantage. L'objet social des associations requérantes ne pourrait dès lors être défavorablement affecté par les dispositions attaquées.

B.3.1. Les dispositions visées par la requête fixent les conditions et la procédure applicables à la médiation et à la concertation restauratrice en groupe dans les affaires de jeunesse, organisée sur proposition du tribunal de la jeunesse ou du procureur du Roi. La médiation et la concertation en groupe permettent à la personne qui est soupçonnée d'avoir commis un fait qualifié infraction d'envisager les possibilités de remédier aux conséquences matérielles et relationnelles de son acte dans le cadre d'un processus de communication plus ou moins large, associant notamment les personnes qui exercent sur elle l'autorité parentale ainsi que la victime, par l'intermédiaire d'un tiers neutre.

B.3.2. L'objet social des parties requérantes est de faire progresser, protéger et défendre les droits de l'enfant dans tous les domaines, et tout particulièrement ceux qui figurent dans les déclarations et instruments internationaux (première partie requérante) et de combattre toute injustice et toute atteinte arbitraire aux droits d'un individu ou d'une collectivité ainsi que de défendre les principes d'égalité, de liberté et d'humanisme sur lesquels se fondent les sociétés démocratiques (deuxième partie requérante).

Sans qu'une telle définition de l'objet social d'une association sans but lucratif doive être prise à la lettre comme un moyen qu'elle se donne d'attaquer n'importe quelle norme sous le prétexte que toute norme a une incidence sur les droits de quelqu'un, il peut être admis que dans la mesure où elles peuvent influencer les poursuites judiciaires envisagées à l'encontre d'un mineur soupçonné d'avoir commis un fait qualifié infraction et mettre en cause les garanties qui doivent lui être reconnues, les dispositions attaquées sont de nature à pouvoir affecter défavorablement l'objet social des associations requérantes.

B.4. L'exception est rejetée.

B.5.1. Le Gouvernement flamand fait valoir également que la Cour n'est pas compétente pour exercer un contrôle au regard « des règles minima concernant l'administration de la justice pour mineurs », inscrites dans la résolution 40/33 du 29 novembre 1985 de l'Assemblée générale des Nations Unies.

B.5.2. A défaut d'inscription de ces « règles » dans un texte normatif de valeur contraignante, la Cour ne peut contrôler leur respect.

B.6.1. Le Gouvernement flamand prétend encore qu'aucun grief n'est formulé contre les nouveaux articles 37bis, §§ 2 et 3, et 37ter de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

Les parties requérantes relèvent à cet égard que les dispositions attaquées forment un tout indissociable, si bien que les dispositions précitées devraient être annulées par voie de conséquence si la Cour devait conclure au bien fondé du moyen invoqué.

B.6.2. L'examen de la question de savoir si des griefs sont formulés à l'encontre des dispositions précitées et si ces articles forment ou non un tout indissociable avec les autres dispositions attaquées se confond avec l'examen au fond.

B.7.1. Le Gouvernement flamand allègue enfin l'irrecevabilité du recours dans la mesure où il se fonde sur la violation de l'article 16 de la Convention relative aux droits de l'enfant alors qu'aucun grief n'est dirigé contre une atteinte éventuelle à la vie privée de l'enfant. L'unique moyen ainsi formulé dans la requête ne répondrait pas aux exigences de l'article 6 de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

B.7.2. L'article 16 de la Convention relative aux droits de l'enfant énonce :

« 1. Nul enfant ne fera l'objet d'immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes illégales à son honneur et à sa réputation.

2. L'enfant a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes ».

B.7.3. Pour satisfaire aux exigences de l'article 6 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, les moyens de la requête doivent faire connaître, parmi les règles dont la Cour garantit le respect, celles qui seraient violées ainsi que les dispositions qui violeraient ces règles et exposer en quoi ces règles auraient été transgressées par ces dispositions.

B.7.4. Dans la mesure où il est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 16 de la Convention relative aux droits de l'enfant, sans démontrer en quoi il serait porté atteinte au droit au respect de la vie privée du mineur, le moyen ne satisfait pas aux exigences de l'article 6 précité. Le recours n'en est pas pour autant irrecevable dès lors que les parties requérantes allèguent, à l'appui de celui-ci, la violation du principe d'égalité et de non-discrimination combiné avec d'autres dispositions conventionnelles et satisfait donc aux conditions qui découlent dudit article 6.

B.8. Sauf en ce qu'elles sont jointes à l'examen au fond, les exceptions sont rejetées.

Quant au fond

B.9.1. Les parties requérantes prennent un moyen unique, comportant quatre branches, de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution lus isolément ou en combinaison avec les articles 6.1 et 6.2 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec les articles 14.1 et 14.2 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et avec l'article 40.2, b), ii), de la Convention relative aux droits de l'enfant.

B.9.2. Les articles 6.1 et 6.2 de la Convention européenne des droits de l'homme énoncent :

« 1. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. Le jugement doit être rendu publiquement, mais l'accès de la salle d'audience peut être interdit à la presse et au public pendant la totalité ou une partie du procès dans l'intérêt de la moralité, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, lorsque les intérêts des mineurs ou la protection de la vie privée des parties au procès l'exigent, ou dans la mesure jugée strictement nécessaire par le tribunal, lorsque dans des circonstances spéciales la publicité serait de nature à porter atteinte aux intérêts de la justice.

2. Toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie ».

Les articles 14.1 et 14.2 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques prévoient :

« 1. Tous sont égaux devant les tribunaux et les cours de justice. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil. Le huis clos peut être prononcé pendant la totalité ou une partie du procès soit dans l'intérêt des bonnes mœurs, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, soit lorsque l'intérêt de la vie privée des parties en cause l'exige, soit encore dans la mesure où le tribunal l'estimera absolument nécessaire lorsqu'en raison des circonstances particulières de l'affaire la publicité nuirait aux intérêts de la justice; cependant, tout jugement rendu en matière pénale ou civile sera public, sauf si l'intérêt de mineurs exige qu'il en soit autrement ou si le procès porte sur des différends matrimoniaux ou sur la tutelle des enfants.

2. Toute personne accusée d'une infraction pénale est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie ».

L'article 40.2, b), ii), de la Convention relative aux droits de l'enfant dispose :

« 2. A cette fin, et compte tenu des dispositions pertinentes des instruments internationaux, les Etats parties veillent en particulier :

[...]

b) à ce que tout enfant suspecté ou accusé d'infraction à la loi pénale ait au moins le droit aux garanties suivantes :

[...]

ii) être informé dans le plus court délai et directement des accusations portées contre lui, ou, le cas échéant, par l'intermédiaire de ses parents ou représentants légaux, et bénéficier d'une assistance juridique ou de toute autre assistance appropriée pour la préparation et la présentation de sa défense;

[...] ».

Quant à la première sous-branche de la première branche du moyen

B.10. Il ressort de l'exposé de la première branche du moyen fait par les parties requérantes que cette branche est subdivisée en trois sous-branches.

Dans une première sous-branche, les parties requérantes font valoir que les dispositions attaquées, contrairement aux dispositions qui concernent la médiation pénale applicable aux personnes majeures, ne prévoient pas que l'aboutissement de la médiation ou de la concertation restauratrice en groupe, organisée sur la proposition du tribunal de la jeunesse ou du procureur du Roi, a pour conséquence nécessaire qu'il est mis fin aux poursuites, de sorte qu'une différence de traitement est créée entre des personnes, selon qu'elles relèvent du tribunal de la jeunesse ou des juridictions pénales de droit commun.

Dans une deuxième sous-branche, les parties requérantes reprochent aux dispositions attaquées de créer une différence de traitement non justifiée, en matière de droit à un procès équitable, de façon générale, et en ce qui concerne la présomption d'innocence en particulier, entre les mineurs d'âge, selon qu'ils participent ou non à une médiation ou à une concertation restauratrice en groupe, parce que le mineur d'âge qui y participe doit déclarer ne pas nier être concerné par le fait qualifié infraction ou ne pas nier le fait qualifié infraction, mais ne bénéficie pas d'une cessation des poursuites à cette occasion.

Dans une troisième sous-branche, les parties requérantes font valoir que les dispositions attaquées, contrairement à ce qui est prévu à l'article 555 du Code d'instruction criminelle pour les personnes qui ne relèvent pas de la compétence des juridictions de la jeunesse, ne prévoient pas que les documents confidentiels établis dans le cadre d'une médiation ou d'une concertation restauratrice en groupe et les documents sur lesquels une partie se base en violation de l'obligation de secret sont d'office écartés des débats et ne prévoient pas non plus que l'article 458 du Code pénal s'applique au médiateur, de sorte qu'une différence de traitement est créée entre les mineurs d'âge et les personnes majeures qui participent à une médiation ou à une concertation restauratrice en groupe.

Quant aux première et deuxième sous-branches de la première branche du moyen

B.11.1. La médiation pénale applicable aux personnes majeures est organisée par les articles 216ter et suivants et 553 et suivants du Code d'instruction criminelle.

B.11.2. L'article 216ter du Code d'instruction criminelle prévoit que le procureur du Roi, sans préjudice des pouvoirs que l'article 216bis du même Code lui attribue en matière de transaction, peut convoquer l'auteur d'une infraction et l'inviter à indemniser ou réparer le dommage causé par l'infraction et à lui en fournir la preuve. Le cas échéant, il convoque également la victime et organise une médiation sur l'indemnisation ainsi que sur ses modalités. La médiation ne peut être envisagée pour les majeurs que dans l'hypothèse où le fait ne paraît pas être de nature à devoir être puni d'un emprisonnement principal de plus de deux ans ou d'une peine plus lourde. En vertu du paragraphe 5 de l'article 216ter, qui renvoie aux paragraphes 2 et 3 de l'article 216bis, le procureur du Roi ne peut toutefois inviter l'auteur des faits à participer à une médiation lorsque le tribunal est déjà saisi du fait ou lorsque le juge d'instruction est requis d'instruire. L'article 216ter, § 4, du Code d'instruction criminelle dispose que lorsque l'auteur de l'infraction a satisfait à toutes les conditions, acceptées par lui, l'action publique est éteinte, sans que cette extinction puisse porter préjudice aux droits des personnes subrogées dans les droits de la victime ou des victimes qui n'ont pas été associées à la procédure de médiation. A l'égard de ces personnes, la faute de l'auteur est présumée de manière irréfragable.

B.11.3. Selon l'article 553 du Code d'instruction criminelle, « sous réserve de l'article 216ter du présent Code, toute personne qui a un intérêt direct peut, dans chaque phase de la procédure pénale et de l'exécution de la peine, formuler une demande de médiation ». Le ministère public, le juge d'instruction, les juridictions d'instruction et le juge veillent à ce que les parties impliquées dans une procédure judiciaire soient informées de la possibilité de demander une médiation. Pour autant qu'ils l'estiment opportun dans des dossiers concrets, ils peuvent eux-mêmes proposer une médiation aux parties.

Le Code d'instruction criminelle ne prévoit pas que la médiation fondée sur l'article 553 entraîne l'extinction de l'action publique.

B.12.1. Selon les dispositions attaquées, une médiation peut être proposée par le procureur du Roi et par le tribunal de la jeunesse.

B.12.2. Si une médiation proposée par le procureur du Roi débouche sur un accord de médiation que l'auteur du fait qualifié infraction exécute selon les modalités prévues, le procureur du Roi en dresse procès-verbal et en tient compte lorsqu'il décide de classer ou non l'affaire. L'action publique ne s'éteint que si le procureur du Roi décide de classer l'affaire sans suite (article 45quater, § 3, de la loi du 8 avril 1965, tel qu'il a été inséré par l'article 13 attaqué de la loi du 13 juin 2006). Si la médiation ne réussit pas, l'action ne s'éteint pas.

B.12.3. Si une médiation ou une concertation restauratrice en groupe proposée par le tribunal de la jeunesse aboutit à un accord que l'auteur du fait qualifié infraction exécute selon les modalités prévues, le juge doit tenir compte de cet accord et de son exécution (article 37quinquies, § 2, de la loi du 8 avril 1965, tel qu'il a été inséré par l'article 5 attaqué de la loi du 15 mai 2006). Si l'exécution de l'accord selon les modalités prévues intervient après le prononcé du jugement, le tribunal peut être saisi en vue d'alléger la ou les mesures définitives ordonnées à l'encontre de la personne ayant commis un fait qualifié infraction (article 37quinquies, § 3).

Ceci fait apparaître que la médiation, même lorsqu'elle aboutit à un résultat, n'éteint pas l'action.

B.13. Il résulte de ce qui précède, concernant l'influence de la médiation et de la concertation restauratrice en groupe sur l'extinction de l'action (publique), qu'il n'existe une différence de traitement entre les personnes, selon qu'elles relèvent du tribunal de la jeunesse ou des juridictions pénales de droit commun, qu'en ce que l'article 216ter du Code d'instruction criminelle, contrairement à l'article 45quater de la loi du 8 avril 1965, prévoit une extinction automatique de l'action publique lorsque la médiation proposée par le procureur du Roi sur la base de cette disposition aboutit à un résultat.

En ce qui concerne la médiation au niveau du tribunal, les dispositions attaquées ne créent pas de différence de traitement, sur le plan de l'extinction de l'action, entre les personnes, selon que celles-ci relèvent du tribunal de la jeunesse ou, en application de l'article 553 du Code d'instruction criminelle, des juridictions pénales de droit commun.

B.14. L'avant-projet de loi qui a abouti à la loi du 13 juin 2006 prévoyait l'extinction automatique de l'action publique « lorsque l'auteur du fait qualifié infraction a exécuté l'accord de médiation selon les modalités prévues » (*Doc. parl.*, Chambre, 2004-2005, DOC 51-1467/001, p. 70). Le législateur est toutefois revenu ultérieurement sur ce choix.

Cette modification a été justifiée comme suit dans les travaux préparatoires, en ce qui concerne la médiation au niveau du parquet :

« En effet, la médiation n'est pas imposée mais uniquement proposée aux parties et a lieu en dehors de toute procédure judiciaire. De même, l'automatisme risquait d'exclure la médiation pour les délinquants graves. En supprimant l'extinction de l'action publique, la loi laisse le choix au procureur du Roi » (*Doc. parl.*, Chambre, 2004-2005, DOC 51-1467/004, p. 18).

Ce point de vue a été confirmé par la Ministre de la Justice, qui a indiqué qu'une fois la médiation terminée, le dossier devait reprendre son cours normal (*Doc. parl.*, Chambre, 2004-2005, DOC 51-1467/012, p. 126).

B.15.1. La médiation introduite dans l'article 216ter du Code d'instruction criminelle par la loi du 10 février 1994 organisant une procédure de médiation pénale a été conçue essentiellement pour assurer le traitement rapide de la petite délinquance, spécialement la délinquance dite urbaine ou flagrante. Elle est « une forme alternative d'intervention de l'autorité judiciaire pour apporter une solution à la situation conflictuelle causée par une infraction en faisant appel à la collaboration responsable des parties ». Elle vise des faits « commis par un délinquant occasionnel et qui est conscient de sa faute ». Conçue comme une forme spécifique de la transaction, elle se situe dans le cadre du pouvoir d'opportunité du procureur du Roi et organise l'exercice contradictoire de cette compétence (*Doc. parl.*, Sénat, 1992-1993, n° 652-1, pp. 1 à 4).

B.15.2. La médiation et la concertation restauratrice en groupe, si elles présentent des ressemblances avec la médiation pénale, s'inspirent d'une philosophie différente. Elles visent à organiser un processus de communication proposé tantôt par le procureur du Roi tantôt par le juge ou par le tribunal de la jeunesse, mais qui se déroule en dehors de leur présence dans un service de médiation.

Le législateur a entendu, entérinant une série de « pratiques prétoriennes » qui avaient fait leurs preuves, « permettre au jeune de prendre conscience des conséquences de son acte et de s'engager ainsi dans un processus de responsabilisation ». La mesure revêt « un caractère essentiel d'aide et d'assistance » et vise à « restaurer les relations sociales rompues par la commission d'un fait qualifié infraction ». L'accord auquel elle doit aboutir apportera « une réponse constructive qui s'inscrit davantage dans le long terme en vue d'éviter la récidive du jeune » (*Doc. parl.*, Chambre, 2004-2005, DOC 51 1467/001, pp. 6 à 11).

B.15.3. Si elles se distinguent de la médiation prévue par l'article 216ter du Code d'instruction criminelle, les offres de médiation et de concertation restauratrice en groupe qui sont faites aux mineurs s'apparentent à la médiation organisée par les articles 553 à 555 du Code d'instruction criminelle. Cette parenté a été soulignée au cours des travaux préparatoires de la loi du 22 juin 2005 « introduisant des dispositions relatives à la médiation dans le Titre préliminaire du Code de procédure pénale et dans le Code d'instruction criminelle ». Ainsi que l'avait fait observer la section de législation du Conseil d'Etat, « les deux projets partent du même concept de réparation » car « l'objectif est de créer à l'égard des mineurs, dans le cadre du droit de la protection de la jeunesse, une procédure spécifique - dont les principes et les objectifs sont les mêmes que ceux du présent projet » (*Doc. parl.*, Chambre, 2004-2005, DOC 51 1562/001, p. 6). Les notions-clés de cette médiation sont « la libre volonté, la confidentialité, la participation active, le soutien neutre et la communication » : « l'élément de ' contrainte ' est totalement exclu » (*ibid.*, p. 8).

B.15.4. Aux termes de l'article 553, § 1^{er}, du Code d'instruction criminelle, « toute personne qui a un intérêt direct peut, dans chaque phase de la procédure pénale et de l'exécution de la peine formuler une demande de médiation ». Selon le paragraphe 2 du même article, le ministère public, le juge d'instruction, les juridictions d'instruction et le juge peuvent, « pour autant qu'ils l'estiment opportun dans des dossiers concrets », proposer eux-mêmes une médiation aux parties. Ces dispositions n'exigent ni qu'il existe des indices de culpabilité, ni que les faits soient reconnus par la personne qui est soupçonnée de les avoir commis.

B.15.5. Aux termes de l'article 37bis, § 1^{er}, de la loi du 8 avril 1965, le juge ou le tribunal peut faire une offre restauratrice de médiation ou de concertation restauratrice en groupe, si les conditions suivantes sont remplies :

1° il existe des indices sérieux de culpabilité;

2° la personne qui est présumée avoir commis un fait qualifié infraction déclare ne pas nier être concernée par le fait qualifié infraction;

3° une victime est identifiée.

Aux termes de l'article 45quater, § 1^{er}, de la loi, le procureur du Roi informe la personne soupçonnée d'avoir commis un fait qualifié infraction ainsi que les autres personnes concernées qu'elles peuvent participer à une médiation si les conditions suivantes sont remplies :

1° il existe des indices sérieux de culpabilité;

2° l'intéressé déclare ne pas nier le fait qualifié infraction;

3° une victime est identifiée.

B.15.6. La personne qui accepte de se prêter à une offre restauratrice renonce à la présomption d'innocence, garantie par l'article 6.2 de la Convention européenne des droits de l'homme et par l'article 14.2 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et, en ce qui concerne les mineurs, par l'article 40.2, b), i), de la Convention relative aux droits de l'enfant, ainsi qu'à son droit de se taire et de ne pas contribuer à sa propre incrimination, qui découle de l'article 6.1 de la même Convention et qui est garanti par l'article 14.3, g), du même Pacte et, en ce qui concerne les mineurs, par l'article 40.1, b), iv), de la Convention relative aux droits de l'enfant.

B.15.7. Une telle renonciation ne peut être admise, au regard de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, que si elle procède d'un consentement libre, soit exempt de toute contrainte (CEDH, 27 février 1980, *Deweever c. Belgique*, § 49), éclairé et non équivoque (CEDH (grande chambre), 1^{er} mars 2006, *Sejdovic c. Italie*, § 86).

B.15.8. En vertu de l'article 37bis de la loi du 8 avril 1965, l'offre restauratrice de médiation ou de concertation restauratrice en groupe, qui est proposée par le juge ou par le tribunal, fait l'objet d'un écrit adressé aux personnes concernées. Ces personnes sont informées qu'elles peuvent être conseillées par un avocat avant d'accepter l'offre restauratrice. Celle-ci ne peut être mise en œuvre que « si les personnes qui y participent y adhèrent de manière expresse et sans réserve, et ce, tout au long de la médiation ou de la concertation restauratrice en groupe ».

L'article 45quater, qui concerne la médiation proposée par le procureur du Roi, contient des dispositions identiques.

B.15.9. En vertu des dispositions précitées, le mineur est informé, par écrit, de la possibilité de médiation ou de concertation restauratrice en groupe. Il est libre de la refuser et elle ne se poursuit que s'il y participe et y adhère jusqu'au bout de manière expresse et sans réserve. Il est informé qu'il peut être conseillé par son avocat avant d'accepter l'offre restauratrice. Enfin, il est de son intérêt de rechercher, plutôt qu'une solution judiciaire, une solution concertée qui aboutit à un accord de toutes les personnes intéressées. Une renonciation à la présomption d'innocence et au droit au silence, donnée dans de telles conditions, satisfait aux exigences mentionnées en B.15.7.

B.15.10. Il convient toutefois de se demander si une telle renonciation, lorsqu'elle aboutit à un accord et que celui-ci est exécuté, ne devrait pas entraîner l'extinction de l'action publique, comme le prévoyait le texte initialement proposé, et comme le prévoit l'article 216ter du Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la médiation pénale.

B.15.11. Le législateur, ainsi qu'il est rappelé en B.14, a renoncé à donner cette conséquence à l'accord auquel aboutit la médiation ou la concertation. Celles-ci présentent en effet une différence essentielle avec la médiation pénale en ce que, contrairement à celle-ci, elles peuvent être proposées quelle que soit la gravité de l'infraction. Au cours des travaux préparatoires, on a fait observer qu'une médiation emportant extinction de l'action publique, alors qu'elle règle essentiellement la relation entre l'auteur et la victime, ne constituait pas une manière appropriée de statuer sur la réaction de la société à des infractions graves, cette mission revenant, non à la victime, mais au parquet et au tribunal; on a également fait valoir qu'en raison même de cette inadéquation, en pratique, seuls les faits mineurs pourraient encore faire l'objet d'une médiation (*Doc. parl.*, Chambre, 2004-2005, DOC 51-1467/015, pp. 24-25 et 78-79).

B.15.12. La volonté du législateur de permettre qu'en ce qui concerne les mineurs, il soit recouru aux techniques de médiation et de concertation même lorsque des infractions graves ont été commises justifie, pour les raisons exprimées en B.15.11, que l'accord auquel elles aboutissent n'emporte pas automatiquement extinction de l'action publique.

B.15.13. Le choix du législateur présente cependant un défaut majeur en ce qui concerne l'impartialité du juge, le respect de la présomption d'innocence et le droit au silence.

B.15.14. Dès lors que, pour les raisons exprimées en B.26.2 à B.26.4 de l'arrêt n° 49/2008, il est souhaitable que le même juge puisse suivre le mineur tout au long de la procédure et que, pour les raisons exprimées en B.26.5 et B.26.6 du même arrêt, il convient d'éviter qu'il ne cumule des fonctions incompatibles, il y a lieu d'annuler la condition mentionnée au 1° des articles 37bis, § 1^{er}, et 45quater, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi.

B.15.15. Il convient également de se demander s'il est compatible avec les principes rappelés en B.15.6 et B.15.7 d'exiger du mineur une reconnaissance expresse des faits qu'il est soupçonné d'avoir commis.

B.15.16. La seule existence de l'accord de médiation, dont le procureur du Roi et le tribunal prendront connaissance, puisqu'ils doivent en tenir compte, établit que le mineur a déclaré ne pas nier être concerné par les faits qui lui sont reprochés. Quelles que soient les précautions prises pour que les éléments recueillis dans le cadre de l'offre restauratrice, en ce compris la reconnaissance par le mineur de la matérialité du fait qualifié infraction, ne puissent être utilisés en dehors de celle-ci (articles 37quater, §§ 2 et 3, et 45quater, § 4), tout mineur qui, après une médiation ou une concertation, se présente devant le procureur du Roi ou devant le juge de la jeunesse, est réputé reconnaître les faits. Si, ainsi qu'il est dit en B.15.9, cette renonciation à la présomption d'innocence et au droit au silence est admissible dans le cadre de la médiation ou de la concertation, parce que le mineur a pu mesurer les effets de cette renonciation qui lui permet de participer à une offre restauratrice qu'il est de son intérêt d'accepter, il n'en est plus de même lorsque l'accord auquel elle aboutit n'emporte pas l'extinction de l'action publique.

B.15.17. Il n'est pas compatible avec les dispositions rappelées en B.15.6 de prévoir, alors que la procédure peut reprendre après un accord de médiation ou de concertation, que le mineur soit tenu de faire une déclaration préalable à la reconnaissance des faits qui lui sont reprochés. Cette reconnaissance peut être un élément important qui permettra au mineur de prendre conscience des conséquences de son acte et de s'engager dans un processus de responsabilisation. Mais elle peut se situer dans le cadre de la médiation ou de la concertation et rester couverte par le secret qui les entoure. Par contre, inscrire cette exigence dans la loi et en faire une condition préalable à l'offre restauratrice est hors de proportion avec l'objectif poursuivi.

Il est justifié qu'une offre restauratrice ne puisse être proposée que si un mineur est soupçonné d'avoir commis un fait qualifié infraction, ainsi que le prévoient explicitement les articles 37bis, § 2, et 45quater, § 1^{er}, de la loi. Mais en exigeant une reconnaissance particulière du mineur dont il pourra être déduit ultérieurement qu'il a nécessairement reconnu les faits qui lui sont reprochés, dans un autre cadre que celui de l'offre restauratrice, le législateur a pris une mesure qui va au-delà de l'objectif qu'il poursuit et qui traite les mineurs qui acceptent une offre de médiation ou de concertation restauratrice en groupe, différemment des adultes qui formulent une demande de médiation fondée sur l'article 553, § 1^{er}, du Code d'instruction criminelle, sans que cette différence de traitement soit raisonnablement justifiée.

B.15.18. Il convient donc d'annuler également, dans l'article 37bis, § 1^{er}, de la loi du 8 avril 1965, le 2^o : « la personne qui est présumée avoir commis un fait qualifié infraction déclare ne pas nier être concernée par le fait qualifié infraction » et dans l'article 45quater, § 1^{er}, alinéa 2, de la même loi, le 2^o : « l'intéressé déclare ne pas nier le fait qualifié infraction ».

Quant à la troisième sous-branche de la première branche du moyen

B.16. Dans la troisième sous-branche de la première branche du moyen, les parties requérantes reprochent aux dispositions attaquées de ne pas prévoir, comme le fait l'article 555 du Code d'instruction criminelle pour les personnes qui ne relèvent pas de la compétence du tribunal de la jeunesse, que les documents confidentiels établis dans le cadre de l'intervention du service de médiation ou du service de concertation restauratrice en groupe, qui sont tout de même communiqués, et les documents sur lesquels une partie se base en violation de l'obligation de secret sont d'office écartés des débats. Il est encore reproché aux dispositions attaquées de ne pas prévoir l'application de l'article 458 du Code pénal au médiateur.

B.17.1. L'article 555 du Code d'instruction criminelle est ainsi rédigé :

« § 1^{er}. Les documents établis et les communications faites dans le cadre d'une intervention d'un médiateur sont confidentiels, à l'exception de ce que les parties consentent à porter à la connaissance des autorités judiciaires. Ils ne peuvent être utilisés dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure visant à résoudre des conflits et ne sont pas admissibles comme preuve, même comme aveu extrajudiciaire.

§ 2. Les documents confidentiels qui sont tout de même communiqués ou sur lesquels une partie se base en violation de l'obligation de secret sont d'office écartés des débats.

§ 3. Sans préjudice des obligations que la loi lui impose, le médiateur ne peut rendre publics les faits dont il prend connaissance du fait de sa fonction. Il ne peut être appelé comme témoin dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure relative aux faits dont il a pris connaissance au cours d'une médiation.

L'article 458 du Code pénal s'applique au médiateur ».

B.17.2. Contrairement à ce qu'affirment les parties requérantes, la confidentialité des documents est consacrée par les articles 37quater, § 3, et 45quater, § 4, de la loi du 8 avril 1965, insérés respectivement par l'article 4 de la loi du 15 mai 2006 et par l'article 13 de la loi du 13 juin 2006.

Selon ces dispositions, les documents confidentiels ne peuvent être utilisés dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure visant à résoudre les conflits et ne sont pas admissibles comme preuve, même comme aveu extrajudiciaire. Bien que ces articles ne soient pas tout à fait identiques à l'article 555 du Code d'instruction criminelle, en ce sens qu'ils ne disposent pas explicitement que les documents confidentiels qui sont communiqués doivent être écartés des débats, ils peuvent uniquement être interprétés en ce sens que les documents confidentiels établis dans le cadre d'une médiation en matière de jeunesse doivent aussi être écartés des débats.

B.17.3. L'article 458 du Code pénal s'applique au médiateur appelé à intervenir dans le cadre d'une procédure restauratrice proposée au mineur.

L'article 77 de la loi du 8 avril 1965 dispose en effet :

« Toute personne qui, à quelque titre que ce soit, apporte son concours à l'application de la présente loi est, de ce fait, dépositaire des secrets qui lui sont confiés dans l'exercice de sa mission et qui se rapportent à celle-ci.

L'article 458 du Code pénal lui est applicable ».

B.18. Il en résulte que dans cette mesure, le moyen, dans la troisième sous-branche de sa première branche, n'est pas fondé.

Quant à la deuxième branche du moyen

B.19. La deuxième branche du moyen est dirigée contre l'article 47 de la loi du 8 avril 1965, tel qu'il a été complété par l'article 10 de la loi du 15 mai 2006.

Les parties requérantes reprochent à cette disposition de créer une différence de traitement entre les personnes civilement responsables du mineur d'âge qui est poursuivi pour un fait qualifié infraction, selon qu'une médiation a eu lieu ou non au niveau du parquet. Lorsque le procureur du Roi a décidé de classer l'affaire à la suite d'une médiation ayant abouti à un résultat, la victime et la personne subrogée dans les droits de celle-ci peuvent opposer une présomption irréfragable de faute à la personne civilement responsable, même si la personne civilement responsable n'a pas pris part à la médiation, de sorte qu'elle ne pourra contester la faute du mineur d'âge, alors qu'elle peut contester cette faute lorsqu'il n'y a pas eu de médiation.

B.20.1. Les personnes qui peuvent être invitées par le procureur du Roi à participer à une procédure de médiation sont, aux termes de l'article 45quater, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 avril 1965, outre la personne qui est soupçonnée d'avoir commis un fait qualifié infraction, les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard, les personnes qui ont la garde en droit ou en fait et la victime.

L'alinéa 7 dudit article dispose que la médiation ne peut avoir lieu que si les personnes qui y participent y adhèrent de manière expresse et sans réserve, et ce, tout au long de la médiation.

Le paragraphe 2 de la même disposition prévoit que l'accord auquel auront abouti les personnes concernées par la médiation est signé par la personne qui est présumée avoir commis un fait qualifié infraction, par les personnes qui exercent l'autorité à son égard, ainsi que par la victime.

B.20.2. La disposition visant à exiger l'accord signé de la personne qui est soupçonnée d'avoir commis un fait qualifié infraction, des personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard ainsi que de la victime a été introduite par un amendement visant à « clarifier que l'accord de médiation doit être écrit et par qui il doit être signé » (*Doc. parl., Sénat, 2005-2006, n° 3-1312/5, pp. 1 et 2; Doc. parl., Sénat, 2005-2006, n° 3-1312/7, pp. 52-53*). Le législateur exige le consentement des parents sur l'accord de médiation (*Doc. parl., Sénat, 2005-2006, n° 3-1313/5, p. 3*).

B.21. Il peut raisonnablement se justifier qu'afin de prendre en compte les conséquences importantes de l'extinction de l'action publique pour la victime, le législateur ait instauré à son égard, ainsi qu'à l'égard des personnes subrogées dans ses droits, une présomption irréfragable de faute de l'auteur du fait qualifié infraction. Une telle mesure porterait toutefois atteinte de manière disproportionnée aux droits des personnes civilement responsables si celles-ci devaient supporter les conséquences dommageables de ladite faute, sans avoir été en mesure d'en contester l'existence.

La disposition attaquée doit toutefois être lue en combinaison avec l'article 45^{quater}, § 2, alinéa 2, de la loi du 8 avril 1965. Dès lors que les personnes qui exercent l'autorité parentale à l'égard du mineur soupçonné d'avoir commis un fait qualifié infraction doivent marquer leur accord pour que la procédure de médiation puisse aboutir, même lorsqu'elles n'ont pas pris part à la médiation, il n'est pas porté atteinte de manière disproportionnée à leurs droits puisqu'elles sont en mesure de contester la faute du mineur sur lequel elles exercent l'autorité parentale en refusant de signer l'accord et peuvent ainsi éviter de se voir imposer la présomption irréfragable consacrée par l'article 47 de la loi.

B.22. Interprétée comme n'imposant la présomption irréfragable de faute qu'à l'égard des personnes exerçant sur le mineur l'autorité parentale qui ont donné leur consentement sur l'accord de médiation, la disposition attaquée ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution.

Quant à la troisième branche du moyen

B.23. Dans la troisième branche du moyen, les parties requérantes font grief à l'article 61^{bis} de la loi du 8 avril 1965, inséré par l'article 14 de la loi du 15 mai 2006, de ne pas prévoir la communication du jugement à toutes les parties et notamment au mineur de moins de douze ans partie à la cause, ni aux parties civiles.

B.24. La mesure qui consiste à ne transmettre directement copie des jugements et arrêts rendus en audience publique, lors du prononcé de ces décisions, qu'au jeune de douze ans ou plus est pertinente par rapport à l'objectif prédéfini.

Une telle mesure ne porte pas une atteinte disproportionnée aux droits des mineurs de moins de douze ans dès lors que l'article 10 de la loi du 8 avril 1965, rétabli par l'article 4 de la loi du 13 juin 2006, prévoit que toute décision, qu'il s'agisse d'une mesure provisoire ou d'une mesure sur le fond, prise par le juge de la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse, en première instance ou en degré d'appel, est, par les soins du greffier, transmise le jour même de la décision par simple copie à l'avocat du mineur.

B.25. Le législateur a pu légitimement considérer qu'en vue de protéger la vie privée du mineur et de sa famille, il convenait de limiter la délivrance systématique des arrêts et jugements rendus en audience publique aux seules parties directement concernées par les mesures protectionnelles et non aux parties civiles dont les intérêts à la cause sont de nature différente. Une telle mesure ne porte pas une atteinte disproportionnée au droit de ces dernières à la publicité de décisions judiciaires, dès lors qu'elles peuvent se procurer la copie des décisions auprès du greffe de la juridiction concernée.

B.26. Le moyen, en sa troisième branche, n'est pas fondé.

Quant à la quatrième branche du moyen

B.27. Dans la quatrième branche du moyen, les parties requérantes font grief à l'article 37^{bis}, § 4, de la loi du 8 avril 1965, inséré par l'article 2 de la loi du 15 mai 2006, ainsi qu'à l'article 45^{quater}, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi du 8 avril 1965, inséré par l'article 13 de la loi du 13 juin 2006, de ne pas prévoir que le jeune présumé auteur des faits qualifiés infraction doive être assisté par un avocat tout au long du déroulement de la procédure de médiation et pas seulement avant l'acceptation de l'offre restauratrice et à partir du moment où un accord est fixé.

Les parties requérantes comparent, sur ce point, la situation des mineurs visés avec celle des mineurs qui ne participent pas à une procédure de médiation ou de concertation restauratrice en groupe ainsi qu'avec la situation des personnes relevant des juridictions pénales de droit commun qui, aux termes de l'article 555, § 4, du Code d'instruction criminelle, peuvent se faire assister par un avocat au cours de la médiation.

B.28.1. Lors des travaux préparatoires, la ministre de la Justice a déclaré :

« Il faut donner l'occasion à un jeune poursuivi pour un fait qualifié infraction d'être confronté à sa ou ses victimes. Ce travail individuel est essentiel pour qu'il puisse prendre toutes ses responsabilités par rapport à ce qu'il a fait.

C'est au médiateur qu'il appartient de faire parler le jeune, et de le protéger s'il s'aperçoit qu'on veut porter atteinte à ses intérêts.

Le danger c'est que, dans le but de bien défendre leur client, les avocats entament une conversation entre eux, et que les parties restent complètement muettes » (*Doc. parl., Chambre, 2004-2005, DOC 51-1467/012, p. 115*).

B.28.2. Les principes du respect des droits de la défense et du procès équitable impliquent le droit, pour le justiciable, de se faire assister par un avocat, droit auquel le principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination est applicable.

B.29. Contrairement à ce que considèrent les parties requérantes, les articles 37^{bis}, § 4, et 45^{quater}, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi du 8 avril 1965 déterminent exclusivement les cas dans lesquels le tribunal de la jeunesse et le procureur du Roi doivent informer les intéressés qu'ils peuvent faire appel à un avocat. Les formulations de ces dispositions n'excluent pas que les intéressés soient assistés par un avocat durant toute la procédure de médiation ou de concertation restauratrice en groupe. Bien que certaines déclarations faites au cours des travaux préparatoires indiquent que le législateur pourrait avoir eu une autre intention, ces déclarations ne sauraient être invoquées à l'encontre du texte clair de la loi.

B.30. Sous réserve de ce qui est précisé en B.29, le moyen, en sa quatrième branche, n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

- annule

. l'article 37^{bis}, § 1^{er}, 1^o et 2^o, de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, inséré par l'article 2 de la loi du 15 mai 2006, et

. l'article 45^{quater}, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o et 2^o, de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, inséré par l'article 13 de la loi du 13 juin 2006;

- sous les réserves d'interprétation mentionnées en B.17.2, B.22 et B.29, rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, à l'audience publique du 13 mars 2008.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président,

M. Melchior.

GRONDWETTELIJK HOF

N. 2008 — 1213

[2008/200941]

Uittreksel uit arrest nr. 50/2008 van 13 maart 2008

Rolnummer 4081

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen 2 tot 5, 10 en 14 van de wet van 15 mei 2006 « tot wijziging van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het Wetboek van strafvordering, het Strafwetboek, het Burgerlijk Wetboek, de nieuwe gemeentewet en de wet van 24 april 2003 tot hervorming van de adoptie » en van artikel 13 van de wet van 13 juni 2006 « tot wijziging van de wetgeving betreffende de jeugdbescherming en het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd », ingesteld door de VZW « Défense des Enfants - International - Belgique - Branche francophone (D.E.I. Belgique) » en de VZW « Ligue des Droits de l'Homme ».

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en M. Bossuyt, de rechters P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke en J. Spreutels, en, overeenkomstig artikel 60bis van de bijzondere wet van 6 januari 1989, emeritus voorzitter A. Arts, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 1 december 2006 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 4 december 2006, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 2 tot 5, 10 en 14 van de wet van 15 mei 2006 « tot wijziging van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het Wetboek van strafvordering, het Strafwetboek, het Burgerlijk Wetboek, de nieuwe gemeentewet en de wet van 24 april 2003 tot hervorming van de adoptie » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 2 juni 2006, tweede editie) en van artikel 13 van de wet van 13 juni 2006 « tot wijziging van de wetgeving betreffende de jeugdbescherming en het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 19 juli 2006, tweede editie), door de VZW « Défense des Enfants - International - Belgique - Branche francophone (D.E.I. Belgique) », met zetel te 1000 Brussel, Kiekenmarkt 30, en de VZW « Ligue des Droits de l'Homme », met zetel te 1190 Brussel, Alsembergsessesteenweg 303.

(...)

II. *In rechte*

(...)

B.1. De bestreden artikelen 2 tot 5 van de wet van 15 mei 2006 « tot wijziging van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het Wetboek van strafvordering, het Strafwetboek, het Burgerlijk Wetboek, de nieuwe gemeentewet en de wet van 24 april 2003 tot hervorming van de adoptie », luiden :

« Art. 2. In de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, wordt, in de plaats van artikel 37bis, hersteld bij de wet van 7 mei 2004, dat het artikel 38 wordt, een artikel 37bis ingevoegd, luidende :

' Art. 37bis. — § 1. De rechter of rechtbank kan een herstelrechtelijk aanbod doen van bemiddeling en herstelgericht groepsoverleg wanneer de volgende voorwaarden zijn vervuld :

1° er bestaan ernstige aanwijzingen van schuld;

2° de persoon die ervan wordt verdacht een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd, verklaart zijn betrokkenheid bij het als misdrijf omschreven feit niet te ontkennen;

3° een slachtoffer is geïdentificeerd.

Een herstelrechtelijk aanbod kan enkel worden toegepast indien de personen die eraan deelnemen er uitdrukkelijk en zonder voorbehoud mee instemmen en dit blijven doen zolang de bemiddeling of het herstelgericht groepsoverleg duurt.

§ 2. De bemiddeling heeft tot doel de persoon die ervan wordt verdacht een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd, de personen die ten aanzien van hem het ouderlijk gezag uitoefenen, de personen die hem in rechte of in feite onder hun bewaring hebben alsook het slachtoffer, de mogelijkheid te bieden om samen en met hulp van een onpartijdige bemiddelaar, onder meer aan de relationele en materiële gevolgen van een als misdrijf omschreven feit tegemoet te komen.

De rechter of de rechtbank stelt aan de personen bedoeld in het eerste lid schriftelijk voor om deel te nemen aan een bemiddeling.

§ 3. Het herstelgericht groepsoverleg strekt ertoe aan de persoon die ervan wordt verdacht een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd, aan het slachtoffer, aan hun sociale omgeving, alsook aan alle dienstige personen, de mogelijkheid te bieden om in groep en met de hulp van een onpartijdige bemiddelaar, in overleg uitgewerkte oplossingen te overwegen over de wijze waarop het conflict kan worden opgelost dat voortvloeit uit het als misdrijf omschreven feit, onder meer rekening houdend met de relationele en materiële gevolgen van het als misdrijf omschreven feit.

De rechter of de rechtbank stelt een herstelgericht groepsoverleg voor aan de persoon die voor hem wordt gebracht en ervan wordt verdacht een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd, aan de personen die ten aanzien van hem het ouderlijk gezag uitoefenen en aan de personen die hem in rechte of in feite onder hun bewaring hebben.

Het of de slachtoffers worden schriftelijk op de hoogte gebracht.

§ 4. De rechter of de rechtbank brengt de in § 2, eerste lid, en § 3, tweede lid, bedoelde personen ervan op de hoogte dat zij :

1° raad kunnen inwinnen bij een advocaat alvorens in te gaan op het herstelrechtelijk aanbod;

2° zich kunnen laten bijstaan door een advocaat vanaf het ogenblik dat het akkoord dat de in § 2, eerste lid, en § 3, tweede lid, bedoelde personen bereiken wordt vastgelegd '.

Art. 3. In dezelfde wet wordt een artikel 37ter ingevoegd, luidende :

' Artikel 37ter. — § 1. De rechter of rechtbank laat een afschrift van haar beslissing toekomen aan de door de bevoegde overheden erkende bemiddelingsdienst of dienst voor herstelgericht groepsoverleg, die georganiseerd wordt door de gemeenschappen of beantwoordt aan de door de gemeenschappen gestelde voorwaarden. Deze dienst wordt belast met de tenuitvoerlegging van het herstelrechtelijk aanbod.

§ 2. Indien de personen bedoeld in artikel 37bis, § 2, eerste lid en § 3, tweede lid, binnen acht werkdagen te rekenen vanaf het voorstel van de rechtbank geen contact opnemen met de bemiddelingsdienst of de dienst voor herstelgericht groepsoverleg, neemt deze dienst contact op met genoemde personen om hen een herstelrechtelijk aanbod te doen.

§ 3. De dienst voor herstelgericht groepsoverleg neemt in overleg met de personen bedoeld in artikel 37bis, § 3, tweede lid, contact op met de personen uit hun sociale omgeving en alle andere dienstige personen.

De bemiddelingsdienst kan, met akkoord van de in artikel 37bis, § 2, eerste lid bedoelde personen, ook andere personen met een direct belang bij de bemiddeling betrekken '.

Art. 4. In dezelfde wet wordt een artikel 37quater ingevoegd, luidende :

' Art. 37quater. — § 1. Indien de bemiddeling of het herstelgericht groepsoverleg leidt tot een akkoord, wordt het door de persoon die verdacht wordt een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd, de personen die ten aanzien van hem het ouderlijk gezag uitoefenen, alsook het slachtoffer, ondertekende akkoord bij het gerechtelijk dossier gevoegd.

Bij een herstelgericht groepsoverleg wordt ook een intentieverklaring toegevoegd van de persoon die ervan wordt verdacht een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd. Hierin verklaart deze welke concrete stappen hij zal ondernemen om de relationele en materiële schade en de schade aan de gemeenschap te herstellen en om verdere feiten in de toekomst te voorkomen.

Het bereikte akkoord moet door de rechter of de rechtbank worden gehomologeerd. Deze kan de inhoud ervan niet wijzigen. De rechter of de rechtbank kan de homologatie slechts weigeren indien het akkoord strijdig is met de openbare orde.

§ 2. Ingeval het herstelrechtelijk aanbod niet tot een akkoord leidt, kunnen door de gerechtelijke overheden of de bij het herstelrechtelijk aanbod betrokken personen noch de erkenning door de persoon die verdacht wordt een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd van de werkelijkheid van het als misdrijf omschreven feit, noch het verloop of het resultaat van het herstelrechtelijk aanbod worden gebruikt ten nadele van de jongere.

De bemiddelingsdienst of dienst voor herstelgericht groepsoverleg stelt een bondig verslag op over het verloop en over het resultaat van het herstelrechtelijk aanbod. Dit verslag wordt ter advies voorgelegd aan de personen bedoeld in artikel 37bis, § 2, eerste lid en § 3, tweede lid. Het wordt bij het dossier van de procedure gevoegd.

§ 3. De documenten die worden opgemaakt en de mededelingen die worden gedaan in het kader van de tussenkomst van de bemiddelingsdienst of dienst voor herstelgericht groepsoverleg zijn vertrouwelijk met uitzondering van datgene waarmee de partijen instemmen om het ter kennis van de gerechtelijke instanties te brengen. Ze kunnen niet worden aangewend in een strafrechtelijke, burgerrechtelijke, administratieve, arbitrale of enige andere procedure voor het oplossen van conflicten en zijn niet toelaatbaar als bewijs, zelfs niet als buitengerechtelijke bekentenis '.

Art. 5. In dezelfde wet wordt een artikel 37quinquies ingevoegd, luidende :

' Art. 37quinquies. — § 1. De bemiddelingsdienst of dienst voor herstelgericht groepsoverleg stelt een bondig verslag op over de uitvoering van het akkoord en richt het aan de rechter of de rechtbank evenals aan de bevoegde sociale dienst.

§ 2. Ingeval de uitvoering van het akkoord volgens de daarin bepaalde regels geschiedt vóór de uitspraak van het vonnis, moet de rechtbank rekening houden met dat akkoord en zijn uitvoering.

§ 3. Ingeval de uitvoering van het akkoord volgens de daarin bepaalde regels plaatsvindt na de uitspraak van het vonnis, kan de zaak bij de rechtbank aanhangig worden gemaakt op grond van artikel 60, teneinde de ten opzichte van de persoon die een als misdrijf omschreven feit heeft gepleegd, bevolen definitieve maatregel of maatregelen te verlichten ' ».

Artikel 10 van de voormelde wet bepaalt :

« Artikel 47 van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

' Het verval van de strafvordering ten aanzien van de in artikel 36, 4, bedoelde persoon, ingevolge de tenuitvoerlegging van een in artikel 45quater bedoelde bemiddeling doet geen afbreuk aan de rechten van de slachtoffers en van de in hun rechten gesubrogeerde personen om een schadevergoeding te verkrijgen, mits het slachtoffer niet heeft deelgenomen aan de bemiddeling of heeft deelgenomen aan een bemiddeling waarvan het akkoord uitdrukkelijk aangeeft dat niet volledig tegemoetgekomen is aan de materiële gevolgen van het als misdrijf omschreven feit. Tegenover hen wordt de fout van de dader van het als misdrijf omschreven feit onweerlegbaar vermoed ' ».

Artikel 14 van dezelfde wet bepaalt :

« In dezelfde wet wordt een artikel 61bis ingevoegd, luidende :

' Art. 61bis. — Een afschrift van de vonnissen en arresten die in openbare terechtzitting zijn uitgesproken, wordt, onmiddellijk ter zitting, overhandigd aan de jongere die twaalf jaar is of ouder en aan zijn vader en moeder, voogden of personen die de betrokkene in rechte of in feite onder hun bewaring hebben, indien deze ter terechtzitting aanwezig zijn. In de gevallen waar deze overhandiging niet heeft kunnen plaatsvinden, wordt de beslissing per gerechtsbrief ter kennis gebracht.

Het afschrift van de vonnissen en arresten vermeldt de rechtsmiddelen die ertegen open staan, evenals de vormen en termijnen die terzake moeten worden nageleefd ' ».

Artikel 45quater van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade, ingevoegd bij artikel 13 van de wet van 13 juni 2006 tot wijziging van de wetgeving betreffende de jeugdbescherming en het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd (*Belgisch Staatsblad*, 19 juli 2006, tweede editie), bepaalt, sinds de wijziging ervan bij de artikelen 90 en 91 van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (II) (*Belgisch Staatsblad*, 28 december 2006) :

« In dezelfde wet wordt een artikel 45quater ingevoegd, luidende :

' Art. 45quater. § 1. De procureur des Konings informeert de persoon die ervan wordt verdacht een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd, de personen die het ouderlijk gezag over hem uitoefenen, de personen die hem in rechte of in feite onder hun bewaring hebben en het slachtoffer schriftelijk dat zij kunnen deelnemen aan een bemiddeling en in dit kader de mogelijkheid hebben zich te wenden tot een bemiddelingsdienst die hij aanwijst, door de gemeenschappen georganiseerd of beantwoordend aan de door de gemeenschappen gestelde voorwaarden.

De procureur des Konings kan dergelijk voorstel doen ingeval de volgende voorwaarden vervuld zijn :

- 1° er bestaan ernstige aanwijzingen van schuld;
- 2° de betrokkene verklaart het als misdrijf omschreven feit niet te ontkennen;
- 3° een slachtoffer is geïdentificeerd.

De beslissing van de procureur des Konings om een dossier al dan niet te oriënteren naar een bemiddelingsprocedure moet schriftelijk zijn en gemotiveerd worden, behalve indien hij de zaak wenst te seponeren.

Behalve in de in artikel 49, tweede lid, bedoelde gevallen, heeft de afwezigheid van dergelijke motivering tot gevolg dat de zaak niet regelmatig aanhangig gemaakt is bij de jeugdrechtbank.

Ingeval een voorstel tot bemiddeling wordt gedaan, stelt de procureur des Konings de betrokkenen ervan in kennis dat zij :

- 1° raad kunnen inwinnen bij een advocaat alvorens deel te nemen aan de bemiddeling;
- 2° zich kunnen laten bijstaan door een advocaat op het ogenblik dat het akkoord dat de betrokken personen bereiken wordt vastgelegd.

De procureur des Konings laat een afschrift van de schriftelijke voorstellen toekomen aan de aangewezen bemiddelingsdienst. Indien de betrokken personen binnen acht dagen te rekenen van de ontvangst van het schriftelijke voorstel van de procureur des Konings geen stappen ondernomen hebben bij de bemiddelingsdienst, neemt deze contact op met hen.

Een bemiddeling kan enkel plaatsvinden indien de personen die eraan deelnemen er uitdrukkelijk en zonder voorbehoud mee instemmen en dit blijven doen zolang de bemiddeling loopt.

§ 2. Binnen twee maanden te rekenen van zijn aanwijzing door de procureur des Konings, stelt de bemiddelingsdienst een bondig verslag betreffende de voortgang van de bemiddeling op.

Het akkoord dat de bij de bemiddeling betrokken personen hebben bereikt wordt ondertekend door de persoon die verdacht wordt een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd, door de personen die ten aanzien van hem het ouderlijk gezag uitoefenen, alsook door het slachtoffer, en moet door de procureur des Konings worden goedgekeurd. Deze laatste kan de inhoud ervan niet wijzigen. Hij kan alleen weigeren een akkoord goed te keuren indien het strijdig is met de openbare orde.

§ 3. De bemiddelingsdienst stelt een verslag op over de tenuitvoerlegging van het akkoord en richt het aan de procureur des Konings. Het wordt bij het dossier van de procedure gevoegd.

Als de in artikel 36, 4°, bedoelde persoon het bemiddelingsakkoord volgens de erin bepaalde regels ten uitvoer heeft gebracht, maakt de procureur des Konings daarvan proces-verbaal op en houdt hij daarmee rekening bij zijn beslissing om de zaak al dan niet te seponeren. In dit geval doet een seponering de strafvordering vervallen.

Een afschrift van het proces-verbaal wordt overhandigd aan de dader van het als misdrijf omschreven feit, aan de personen die het ouderlijk gezag over hem uitoefenen, aan het slachtoffer evenals aan de dienst bemiddeling. Ingeval de overhandiging niet heeft kunnen plaatsvinden, wordt het afschrift van het proces-verbaal bij gerechtsbrief ter kennis gebracht.

§ 4. Indien de bemiddeling geen resultaat oplevert, kan noch de erkenning van de feiten door de jongere, noch het verloop of het resultaat van de bemiddeling door de gerechtelijke overheden of enige andere persoon worden gebruikt ten nadele van de jongere.

De documenten die worden opgemaakt en de mededelingen die worden gedaan in het kader van de tussenkomst van de bemiddelingsdienst zijn vertrouwelijk met uitzondering van datgene waarmee de partijen instemmen om het ter kennis van de gerechtelijke instanties te brengen. Ze kunnen niet worden aangewend in een strafrechtelijke, burgerrechtelijke, administratieve, arbitrale of enige andere procedure voor het oplossen van conflicten en zijn niet toelaatbaar als bewijs, zelfs niet als buitengerechtelijke bekentenis ' ».

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het beroep en van het enige middel

B.2. Volgens de Vlaamse Regering zouden de verzoekende partijen geen belang hebben bij het beroep, daar de door hen gevorderde vernietiging hun geen enkel voordeel zou verschaffen. Het maatschappelijk doel van de verzoekende verenigingen zou derhalve niet op nadelige wijze kunnen worden aangetast door de bestreden bepalingen.

B.3.1. De in het verzoekschrift beoogde bepalingen leggen de voorwaarden en de procedure vast die van toepassing zijn op de bemiddeling en het herstelgericht groepsoverleg in jeugdzaken, georganiseerd op voorstel van de jeugdrechtbank of de procureur des Konings. Door de bemiddeling en het groepsoverleg kan de persoon die ervan wordt verdacht een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd, nagaan hoe kan worden tegemoetgekomen aan de materiële en relationele gevolgen van zijn daad in het kader van een min of meer ruim communicatieproces, waarbij met name de personen worden betrokken die ten aanzien van hem het ouderlijk gezag uitoefenen, alsook het slachtoffer, met bemiddeling van een neutrale derde.

B.3.2. Het maatschappelijk doel van de verzoekende partijen bestaat erin de rechten van het kind op alle vlakken te doen vooruitgaan, te beschermen en te verdedigen, en heel in het bijzonder die welke zijn vermeld in internationale verklaringen en verdragen (eerste verzoekende partij) en elke onrechtvaardigheid en elke aanslag op de rechten van personen of gemeenschappen te bestrijden, alsook de beginselen van gelijkheid, vrijheid en humanisme te verdedigen waarop de democratische samenlevingen zijn gebaseerd (tweede verzoekende partij).

Zonder dat een dergelijke omschrijving van het maatschappelijk doel van een vereniging zonder winstoogmerk letterlijk moet worden genomen als een middel dat zij aanwendt om gelijk welke norm aan te vechten onder het voorwendsel dat elke norm een weerslag heeft op iemands rechten, kan ervan worden uitgegaan dat de bestreden bepalingen, in zoverre zij de voorgenomen rechtsvorderingen ten aanzien van een minderjarige die ervan wordt verdacht een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd, kunnen beïnvloeden en de aan hem te bieden waarborgen in het gedrang kunnen brengen, van dien aard zijn dat zij het maatschappelijk doel van de verzoekende verenigingen ongunstig kunnen raken.

B.4. De exceptie wordt verworpen.

B.5.1. De Vlaamse Regering voert eveneens aan dat het Hof niet bevoegd is om te toetsen aan de « minimumrichtsnoeren voor de rechtsbedeling van minderjarigen », opgenomen in resolutie 40/33 van 29 november 1985 van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties.

B.5.2. Daar die « richtsnoeren » niet zijn opgenomen in een normatieve tekst met bindende kracht, kan het Hof niet toezien op de naleving van die bepalingen.

B.6.1. De Vlaamse Regering beweert voorts dat geen enkele grief is geformuleerd tegen de nieuwe artikelen 37bis, §§ 2 en 3, en 37ter van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.

De verzoekende partijen merken ter zake op dat de bestreden bepalingen een onlosmakelijk geheel vormen, zodat de voormelde bepalingen bij wege van gevolgtrekking zouden moeten worden vernietigd indien het Hof tot de gegrondheid van het aangevoerde middel zou besluiten.

B.6.2. Het onderzoek van de vraag of er grieven zijn geformuleerd tegen de voormelde bepalingen en van de vraag of die artikelen al dan niet een onlosmakelijk geheel vormen met de overige bestreden bepalingen, valt samen met het onderzoek ten gronde.

B.7.1. De Vlaamse Regering voert ten slotte de onontvankelijkheid van het beroep aan, in zoverre het steunt op de schending van artikel 16 van het Verdrag inzake de rechten van het kind, terwijl geen enkele grief is gericht tegen een eventuele aantasting van het privéleven van het kind. Het aldus in het verzoekschrift geformuleerde enige middel zou niet beantwoorden aan de vereisten van artikel 6 van de bijzondere wet van 6 januari 1989.

B.7.2. Artikel 16 van het Verdrag inzake de rechten van het kind bepaalt :

« 1. Geen enkel kind mag worden onderworpen aan willekeurige of onrechtmatige inmenging in zijn of haar privéleven, in zijn of haar gezinsleven, zijn of haar woning of zijn of haar correspondentie, noch aan enige onrechtmatige aantasting van zijn of haar eer en goede naam.

2. Het kind heeft recht op bescherming door de wet tegen zodanige inmenging of aantasting ».

B.7.3. Om te voldoen aan de vereisten van artikel 6 van de bijzondere wet van 6 januari 1989, moeten de middelen van het verzoekschrift te kennen geven welke van de regels waarvan het Hof de naleving waarborgt, zouden zijn geschonden, alsook welke de bepalingen zijn die deze regels zouden schenden, en uiteenzetten in welk opzicht die regels door de bedoelde bepalingen zouden zijn geschonden.

B.7.4. Het middel voldoet niet aan de vereisten van het voormelde artikel 6, in zoverre het de schending aanvoert van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 16 van het Verdrag inzake de rechten van het kind, zonder aan te tonen in welke zin het recht op eerbiediging van het privéleven van de minderjarige zou zijn aangetast. Het beroep is daarom nog niet onontvankelijk, daar de verzoekende partijen, ter ondersteuning daarvan, de schending aanvoeren van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie, in samenhang gelezen met andere verdragsbepalingen, en het, in de uiteenzetting van de geformuleerde grieven, beantwoordt aan de voorwaarden die uit het voormelde artikel 6 voortvloeien.

B.8. Behoudens in zoverre ze worden gevoegd bij het onderzoek ten gronde, worden de excepties verworpen.

Ten gronde

B.9.1. De verzoekende partijen leiden een enig middel, bestaande uit vier onderdelen, af uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 6.1 en 6.2 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met de artikelen 14.1 en 14.2 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten en met artikel 40.2, b), ii), van het Verdrag inzake de rechten van het kind.

B.9.2. De artikelen 6.1 en 6.2 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepalen :

« 1. Bij het vaststellen van zijn burgerlijke rechten en verplichtingen of bij het bepalen van de gegrondheid van een tegen hem ingestelde strafvervolging heeft eenieder recht op een eerlijke en openbare behandeling van zijn zaak, binnen een redelijke termijn, door een onafhankelijke en onpartijdige rechterlijke instantie welke bij de wet is ingesteld. Het vonnis moet in het openbaar worden gewezen maar de toegang tot de rechtszaal kan aan de pers en het publiek worden ontzegd gedurende het gehele proces of een deel daarvan, in het belang van de goede zeden, van de openbare orde of 's lands veiligheid in een democratische samenleving, wanneer de belangen van minderjarigen of de bescherming van het privéleven van partijen bij het proces dit eisen of, in die mate als door de rechter onder bepaalde omstandigheden strikt noodzakelijk wordt geoordeeld, wanneer openbaarmaking de belangen van de rechtspraak zou schaden.

2. Eenieder, die wegens een strafbaar feit wordt vervolgd wordt voor onschuldig gehouden totdat zijn schuld volgens de wet bewezen wordt ».

De artikelen 14.1 en 14.2 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten bepalen :

« 1. Allen zijn gelijk voor de rechtbanken en de rechterlijke instanties. Bij het bepalen van de gegrondheid van een tegen hem ingestelde strafvervolging, of het vaststellen van zijn rechten en verplichtingen in een rechtsgeding, heeft een ieder recht op een eerlijke en openbare behandeling door een bevoegde, onafhankelijke en onpartijdige bij de wet ingestelde rechterlijke instantie. De toegang tot de rechtszaal kan aan de pers en het publiek worden ontzegd, gedurende het gehele proces of een deel daarvan, in het belang van de goede zeden, van de openbare orde of de nationale veiligheid in een democratische samenleving, of wanneer het belang van het privé leven van de partijen bij het proces dit eist, of in die mate als door de rechter onder bepaalde omstandigheden strikt noodzakelijk wordt geoordeeld, wanneer openbaarmaking de belangen van de rechtspraak zou schaden; evenwel dient elk vonnis dat wordt gewezen in een strafzaak of een rechtsgeding openbaar te worden gemaakt, tenzij het belang van jeugdige personen zich daartegen verzet of het proces echtelijke twisten of het voogdijschap over kinderen betreft.

2. Een ieder die wegens een strafbaar feit wordt vervolgd wordt voor onschuldig gehouden, totdat zijn schuld volgens de wet is bewezen ».

Artikel 40.2, b), ii), van het Verdrag inzake de rechten van het kind bepaalt :

« 2. Hiertoe, en met inachtneming van de desbetreffende bepalingen van internationale akten, waarborgen de Staten die partij zijn met name dat :

[...]

b) ieder kind dat wordt verdacht van of vervolgd wegens het begaan van een strafbaar feit, tenminste de volgende garanties heeft :

[...]

ii) dat het onverwijld en rechtstreeks in kennis wordt gesteld van de tegen hem of haar ingebrachte beschuldigingen, indien van toepassing door tussenkomst van zijn of haar ouders of wettige voogd, en dat het juridische of andere passende bijstand krijgt in de voorbereiding en het voeren van zijn of haar verdediging;

[...] ».

Ten aanzien van het eerste subonderdeel van het eerste onderdeel van het middel

B.10. Uit de uiteenzetting, door de verzoekende partijen, van het eerste onderdeel van het middel blijkt dat dit onderdeel is opgedeeld in drie subonderdelen.

In een eerste subonderdeel voeren de verzoekende partijen aan dat de bestreden bepalingen, in tegenstelling tot de bepalingen die betrekking hebben op de strafrechtelijke bemiddeling die op meerderjarigen van toepassing is, niet erin voorzien dat de afloop van de bemiddeling of van het herstelgericht groepsoverleg, georganiseerd op voorstel van de jeugdrechtsbank of de procureur des Konings, automatisch tot gevolg heeft dat een einde wordt gemaakt aan de vervolgingen, zodat een verschil in behandeling in het leven wordt geroepen tussen personen, naargelang zij vallen onder de rechtsmacht van de jeugdrechtsbank dan wel van de gemeenschappelijke strafzaken.

In een tweede subonderdeel verwijten de verzoekende partijen de bestreden bepalingen een niet verantwoord verschil in behandeling in het leven te roepen, op het vlak van het recht op een eerlijk proces in het algemeen en het vermoeden van onschuld in het bijzonder, tussen minderjarigen, naargelang zij al dan niet deelnemen aan een bemiddeling of een herstelgericht groepsoverleg, omdat de minderjarige die eraan deelneemt moet verklaren dat hij zijn betrokkenheid bij het als misdrijf omschreven feit niet ontkent of dat hij het als misdrijf omschreven feit niet ontkent, maar daarbij geen stopzetting van de vervolging geniet.

In een derde subonderdeel voeren de verzoekende partijen aan dat de bestreden bepalingen, in tegenstelling tot wat artikel 555 van het Wetboek van strafvordering bepaalt voor de personen die niet vallen onder de bevoegdheid van de jeugdrechtbanken, niet erin voorzien dat de in het kader van een bemiddeling of een herstelgericht groepsoverleg opgemaakte vertrouwelijke documenten en de documenten waarop een partij steunt met schending van de geheimhoudingsplicht, ambtshalve uit de debatten worden geweerd, en evenmin dat artikel 458 van het Strafwetboek van toepassing is op de bemiddelaar, zodat een verschil in behandeling in het leven wordt geroepen tussen minderjarigen en meerderjarigen die deelnemen aan een bemiddeling of een herstelgericht groepsoverleg.

Ten aanzien van het eerste en het tweede subonderdeel van het eerste onderdeel van het middel

B.11.1. De strafrechtelijke bemiddeling die op meerderjarigen van toepassing is, is geregeld in de artikelen 216ter e.v. en 553 e.v. van het Wetboek van strafvordering.

B.11.2. Artikel 216ter van het Wetboek van strafvordering bepaalt dat de procureur des Konings, zonder afbreuk te doen aan de bevoegdheden die artikel 216bis van hetzelfde Wetboek hem inzake de minnelijke schikking toekent, de dader van een misdrijf kan oproepen en hem verzoeken de door het misdrijf veroorzaakte schade te vergoeden of te herstellen en hem het bewijs hiervan voor te leggen. In voorkomend geval roept hij ook het slachtoffer op en bemiddelt hij over de schadevergoeding en de regeling ervan. De bemiddeling kan voor de meerderjarigen alleen worden overwogen wanneer het feit niet van dien aard lijkt te zijn dat het moet worden bestraft met een hoofdstraf van meer dan twee jaar gevangenisstraf of een zwaardere straf. Op grond van paragraaf 5 van artikel 216ter, dat verwijst naar de paragrafen 2 en 3 van artikel 216bis, kan de procureur de dader van het misdrijf evenwel niet verzoeken deel te nemen aan een bemiddeling wanneer de zaak reeds bij de rechtbank aanhangig is gemaakt of wanneer van de onderzoeksrechter het instellen van een onderzoek is gevorderd. Artikel 216ter, § 4, van het Wetboek van strafvordering bepaalt dat, wanneer de dader van het misdrijf heeft voldaan aan alle door hem aanvaarde voorwaarden, de strafvordering vervalt, zonder dat dat verval afbreuk kan doen aan de rechten van gesubrogeerden in de rechten van het slachtoffer of van de slachtoffers die niet werden betrokken bij het bemiddelingsproces. Ten aanzien van die personen wordt de fout van de dader als onweerlegbaar vermoed.

B.11.3. Volgens artikel 553 van het Wetboek van strafvordering kan, « onder voorbehoud van artikel 216ter van dit Wetboek, [...] elke die een direct belang heeft in elke fase van de strafprocedure en tijdens de strafuitvoering verzoeken om bemiddeling ». Het openbaar ministerie, de onderzoeksrechter, de onderzoeksgerechten en de rechter zien erop toe dat de personen betrokken in een gerechtelijke procedure worden geïnformeerd over de mogelijkheid een bemiddeling te vragen. Voor zover zij dit in concrete dossiers opportuun achten, kunnen zij zelf aan de partijen een bemiddeling voorstellen.

Het Wetboek van strafvordering bepaalt niet dat de op artikel 553 gebaseerde bemiddeling de strafvordering doet vervallen.

B.12.1. Volgens de bestreden bepalingen kan een bemiddeling worden voorgesteld door de procureur des Konings en door de jeugdrechtbank.

B.12.2. Indien een door de procureur des Konings voorgestelde bemiddeling leidt tot een bemiddelingsakkoord, dat door de dader van het als misdrijf omschreven feit volgens de erin bepaalde regels ten uitvoer wordt gebracht, maakt de procureur daarvan proces-verbaal op en houdt hij daarmee rekening bij zijn beslissing om de zaak al dan niet te seponeren. Slechts indien de procureur beslist om te seponeren, vervalt de vordering (artikel 45quater, § 3, van de wet van 8 april 1965, zoals ingevoegd bij het bestreden artikel 13 van de wet van 13 juni 2006). Indien de bemiddeling geen resultaat oplevert, vervalt de vordering niet.

B.12.3. Indien een door de jeugdrechtbank voorgestelde bemiddeling of een herstelgericht groepsoverleg leidt tot een akkoord, dat door de dader van het als misdrijf omschreven feit volgens de erin bepaalde regels ten uitvoer wordt gebracht, moet de rechter rekening houden met dat akkoord en zijn uitvoering (artikel 37quinquies, § 2, van de wet van 8 april 1965, zoals ingevoegd bij het bestreden artikel 5 van de wet van 15 mei 2006). Ingeval de uitvoering van het akkoord volgens de daarin bepaalde regels plaatsvindt na de uitspraak van het vonnis, kan de zaak bij de rechtbank aanhangig worden gemaakt teneinde de ten opzichte van de persoon die een als misdrijf omschreven feit heeft gepleegd, bevolen definitieve maatregel of maatregelen te verlichten (artikel 37quinquies, § 3).

Daaruit blijkt dat de bemiddeling, zelfs wanneer ze resultaat oplevert, de vordering niet doet vervallen.

B.13. Uit het voorgaande volgt dat er, op het vlak van de invloed van de bemiddeling en het herstelgericht groepsoverleg op het verval van de (straf)vordering, slechts een verschil in behandeling bestaat tussen personen, naargelang zij vallen onder de rechtsmacht van de jeugdrechtbank dan wel van de gemeenrechtelijke strafgerechten, in zoverre artikel 216ter van het Wetboek van strafvordering, in tegenstelling tot artikel 45quater van de wet van 8 april 1965, voorziet in een automatisch verval van de strafvordering wanneer de door de procureur des Konings op grond van die bepaling voorgestelde bemiddeling tot een resultaat leidt.

Wat de bemiddeling op het niveau van de rechtbank betreft, creëren de bestreden bepalingen, op het vlak van het verval van de vordering, geen verschil in behandeling tussen personen, naar gelang zij onder de rechtsmacht van de jeugdrechtbank dan wel, met toepassing van artikel 553 van het Wetboek van strafvordering, onder die van de gemeenrechtelijke strafgerechten vallen.

B.14. Het voorontwerp van wet dat heeft geleid tot de wet van 13 juni 2006 voorziet in het automatische karakter van het verval van de strafvordering « ingeval de dader van het als misdrijf omschreven feit het bemiddelingsakkoord volgens de bepaalde regels ten uitvoer heeft gebracht » (*Parl. St.*, Kamer, 2004-2005, DOC 51-1467/001, p. 70). De wetgever is later evenwel op die keuze teruggekomen.

Die wijziging werd, voor wat de bemiddeling op het niveau van het parket betreft, in de parlementaire voorbereiding als volgt verantwoord :

« Bemiddeling wordt de partijen immers niet opgelegd, maar slechts voorgesteld, en gebeurt buiten enige gerechtelijke procedure. Tevens bestond er een risico dat het automatische bemiddeling zou uitsluiten in geval van zwaardere delinquenten. Door het automatische van het verval van de strafvordering te schrappen, laat de wet de keuze aan de procureur des Konings » (*Parl. St.*, Kamer, 2004-2005, DOC 51-1467/004, p. 18).

Dat standpunt is bevestigd door de minister van Justitie, die erop wees dat zodra de bemiddeling is beëindigd, het dossier zijn normaal verloop moet hernemen (*Parl. St.*, Kamer, 2004-2005, DOC 51-1467/012, p. 126).

B.15.1. De bemiddeling die in artikel 216ter van het Wetboek van strafvordering is ingevoerd bij de wet van 10 februari 1994 houdende regeling van een procedure voor de bemiddeling in strafzaken, is in wezen bedoeld om de kleine criminaliteit snel te kunnen berechten, in het bijzonder de zogenaamde stads- of heterdaaddelinquentie. Zij is « een alternatieve vorm van tussenkomst door de gerechtelijke overheid om een oplossing te bieden voor de conflictsituatie, veroorzaakt door een misdrijf, en waarbij een beroep wordt gedaan op de verantwoordelijke medewerking van de partijen ». Zij is bedoeld voor feiten « die door een toevallige delinquent zijn gepleegd en die zich van zijn fout bewust is ». Zij is opgevat als een specifieke vorm van minnelijke schikking en situeert zich binnen het kader van de opportuniteitsbevoegdheid van de procureur des Konings; zij regelt de uitoefening op tegenspraak van die bevoegdheid (*Parl. St.*, Senaat, 1992-1993, nr. 652-1, pp. 1-4).

B.15.2. De bemiddeling en het herstelgericht groepsoverleg vertonen weliswaar gelijkenissen met de bemiddeling in strafzaken, maar zijn geïnspireerd op een andere filosofie. Zij strekken ertoe een communicatieproces te organiseren dat nu eens door de procureur des Konings, dan weer door de rechter of door de jeugdrechtbank wordt voorgesteld, maar dat in hun afwezigheid binnen een bemiddelingsdienst verloopt.

De wetgever heeft, door een aantal « pragmatische actiemogelijkheden » aan te nemen die hun nut hadden bewezen, « de jongere in staat [willen] stellen zich bewust te worden van de gevolgen van zijn handelingen en zich aldus in de toekomst meer verantwoordelijk te gedragen ». De maatregel is « voornamelijk gericht op hulp en bijstand » en strekt ertoe « de sociale betrekkingen die door het plegen van een als misdrijf omschreven feit zijn verbroken, te herstellen ». « Het akkoord dat uit het overleg voortvloeit, tracht in dit opzicht bij te dragen tot een constructief antwoord met een lange termijnvisie, met name recidive van de jongere te voorkomen » (*Parl. St.*, Kamer, 2004-2005, DOC 51-1467/001, pp. 6-11).

B.15.3. Hoewel zij zich onderscheiden van de bemiddeling bepaald in artikel 216ter van het Wetboek van strafvordering, zijn het aanbod van bemiddeling en het aanbod van herstelgericht groepsoverleg aan minderjarigen verwant aan de bemiddeling die is geregeld bij de artikelen 553 tot 555 van het Wetboek van strafvordering. Die verwantschap is onderstreept tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet van 22 juni 2005 tot invoering van bepalingen inzake de bemiddeling in de Voorafgaande Titel van het Wetboek van strafvordering en in het Wetboek van strafvordering. Zoals de afdeling wetgeving van de Raad van State had opgemerkt, vertrekken « beide ontwerpen [...] vanuit dezelfde herstelgedachte », daar het « de bedoeling [is] dat er in het kader van het jeugdbeschermingsrecht een specifieke procedure - weliswaar met dezelfde uitgangspunten en doelstellingen als dit ontwerp - tot stand wordt gebracht ten aanzien van minderjarigen » (*Parl. St.*, Kamer, 2004-2005, DOC 51-1562/001, p. 6). De sleutelbegrippen van die bemiddeling zijn « vrijwilligheid, vertrouwelijkheid, het actief deelnemen, neutrale ondersteuning en communicatie »: « het element ' dwang ' [is] volledig uitgesloten » (*ibid.*, p. 8).

B.15.4. Luidens artikel 553, § 1, van het Wetboek van strafvordering « kan elkeen die een direct belang heeft in elke fase van de strafprocedure en tijdens de strafuitvoering verzoeken om bemiddeling ». Volgens paragraaf 2 van hetzelfde artikel kunnen het openbaar ministerie, de onderzoeksrechter, de onderzoeksgerechten en de rechter, « voor zover zij dit in concrete dossiers opportuun achten », zelf een bemiddeling voorstellen aan de partijen. Die bepalingen vereisen niet dat er aanwijzingen van schuld bestaan, noch dat de feiten worden erkend door de persoon die ervan wordt verdacht ze te hebben gepleegd.

B.15.5. Luidens artikel 37bis, § 1, van de wet van 8 april 1965 kan de rechter of de rechtbank een herstelrechtelijk aanbod van bemiddeling of herstelgericht groepsoverleg doen wanneer de volgende voorwaarden zijn vervuld :

1° er bestaan ernstige aanwijzingen van schuld;

2° de persoon die ervan wordt verdacht een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd, verklaart zijn betrokkenheid bij het als misdrijf omschreven feit niet te ontkennen;

3° een slachtoffer is geïdentificeerd.

Luidens artikel 45quater, § 1, van de wet deelt de procureur des Konings de persoon die ervan wordt verdacht een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd, alsook de andere betrokkenen, mee dat zij aan een bemiddeling kunnen deelnemen indien de volgende voorwaarden zijn vervuld :

1° er bestaan ernstige aanwijzingen van schuld;

2° de betrokkene verklaart het als misdrijf omschreven feit niet te ontkennen;

3° een slachtoffer is geïdentificeerd.

B.15.6. De persoon die ingaat op een herstelrechtelijk aanbod doet afstand van het vermoeden van onschuld, gewaarborgd bij artikel 6.2 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en bij artikel 14.2 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, en, ten aanzien van de minderjarigen, bij artikel 40.2, b), i), van het Verdrag inzake de rechten van het kind, alsook van zijn recht om te zwijgen en om zichzelf niet te beschuldigen, dat voortvloeit uit artikel 6.1 van hetzelfde Europees Verdrag en is gewaarborgd bij artikel 14.3, g), van hetzelfde Internationaal Verdrag en, ten aanzien van de minderjarigen, bij artikel 40.1, b), iv), van het Verdrag inzake de rechten van het kind.

B.15.7. Een dergelijke afstand kan in het licht van artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens alleen worden aanvaard indien die blijkt uit een in alle vrijheid, namelijk zonder enige dwang (EHRM, 27 februari 1980, *Deweert t. België*, § 49), en volledig geïnformeerd gegeven ondubbelzinnige instemming (EHRM (grote kamer), 1 maart 2006, *Sejdovic t. Italië*, § 86).

B.15.8. Op grond van artikel 37bis van de wet van 8 april 1965 wordt het herstelrechtelijk aanbod van bemiddeling of herstelgericht groepsoverleg door de rechter of de rechtbank schriftelijk voorgesteld aan de betrokkenen. Aan die personen wordt meegedeeld dat zij zich door een advocaat kunnen laten bijstaan alvorens het herstelrechtelijk aanbod te aanvaarden. Dat aanbod kan alleen worden toegepast « indien de personen die eraan deelnemen er uitdrukkelijk en zonder voorbehoud mee instemmen en dit blijven doen zolang de bemiddeling of het herstelgericht groepsoverleg duurt ».

Artikel 45quater, dat de door de procureur des Konings voorgestelde bemiddeling betreft, bevat dezelfde bepalingen.

B.15.9. Op grond van de voormelde bepalingen wordt de minderjarige schriftelijk ingelicht over de mogelijkheid van een bemiddeling of een herstelgericht groepsoverleg. Het staat hem vrij die bemiddeling te weigeren en deze wordt alleen voortgezet indien hij uitdrukkelijk en zonder voorbehoud tot op het einde ermee instemt. Hij wordt erover ingelicht dat hij zich kan laten bijstaan door zijn advocaat alvorens het herstelrechtelijk aanbod te aanvaarden. Ten slotte is het in zijn eigen belang om, in plaats van een gerechtelijke oplossing, te streven naar een door overleg bereikte oplossing die leidt tot een akkoord van alle betrokken personen. De afstand van het vermoeden van onschuld en van het recht om te zwijgen voldoet, wanneer die in dergelijke omstandigheden wordt gedaan, aan de in B.15.7 vermelde vereisten.

B.15.10. De vraag dient evenwel te worden gesteld of een dergelijke afstand, wanneer die leidt tot een akkoord en dat laatste wordt uitgevoerd, niet zou moeten leiden tot het verval van de strafvordering, zoals de oorspronkelijk voorgestelde tekst bepaalde en zoals artikel 216ter van het Wetboek van strafvordering ten aanzien van de bemiddeling in strafzaken voorschrijft.

B.15.11. Zoals in B.14 eraan is herinnerd, heeft de wetgever ervan afgezien dat gevolg te koppelen aan het akkoord waartoe de bemiddeling of het overleg leidt. Zij vertonen immers een wezenlijk verschil met de bemiddeling in strafzaken in zoverre zij, in tegenstelling tot die laatste, kunnen worden voorgesteld ongeacht de ernst van het misdrijf. Tijdens de parlementaire voorbereiding is opgemerkt dat een bemiddeling die leidt tot het verval van de strafvordering, terwijl zij in hoofdzaak de relatie tussen de dader en het slachtoffer regelt, niet de geschikte manier was om uitspraak te doen over de maatschappelijke reactie op ernstige misdrijven, daar die opdracht niet toebehoort aan het slachtoffer, maar aan het parket en de rechtbank; er is eveneens aangegeven dat, door dat onaangepast karakter, in de praktijk enkel nog lichte feiten een kans tot bemiddeling zouden kunnen krijgen (*Parl. St.*, Kamer, 2004-2005, DOC 51-1467/015, pp. 24-25 en 78-79).

B.15.12. De wil van de wetgever om het mogelijk te maken dat voor minderjarigen een beroep wordt gedaan op de bemiddelings- en overlegtechnieken, zelfs wanneer ernstige misdrijven zijn gepleegd, verantwoordt om de in B.15.11 uitgedrukte redenen dat het akkoord waartoe zij leiden niet automatisch het verval van de strafvordering met zich meebrengt.

B.15.13. De keuze van de wetgever vertoont evenwel een ernstige tekortkoming ten aanzien van de onpartijdigheid van de rechter, de naleving van het vermoeden van onschuld en het recht om te zwijgen.

B.15.14. Aangezien het, om de in B.26.2 tot B.26.4 van het arrest nr. 49/2008 vermelde redenen, wenselijk is dat dezelfde rechter de minderjarige kan volgen tijdens de hele procedure en daar, om de in B.26.5 en B.26.6 van hetzelfde arrest vermelde redenen, moet worden vermeden dat hij onverenigbare functies cumuleert, dient de in 1° van de artikelen 37bis, § 1, en 45quater, § 1, tweede lid, van de wet vermelde voorwaarde te worden vernietigd.

B.15.15. De vraag rijst eveneens of het met de in B.15.6 en B.15.7 in herinnering gebrachte beginselen verenigbaar is om van de minderjarige te eisen dat hij de feiten waarvan hij wordt verdacht ze te hebben gepleegd, uitdrukkelijk erkent.

B.15.16. Uit het bestaan van het bemiddelingsakkoord, waarvan de procureur des Konings en de rechtbank kennis zullen nemen vermits zij daarmee rekening dienen te houden, blijkt op zich dat de minderjarige heeft verklaard de hem verweten feiten niet te ontkennen. Ongeacht welke voorzorgsmaatregelen worden genomen opdat de in het kader van het herstelrechtelijk aanbod ingezamelde elementen niet daarbuiten zouden kunnen worden gebruikt, met inbegrip van de erkenning door de minderjarige van de materialiteit van het als misdrijf omschreven feit (artikelen 37quater, §§ 2 en 3, en 45quater, § 4), wordt iedere minderjarige die na een bemiddeling of een overleg voor de procureur des Konings of voor de jeugdrechter verschijnt, verondersteld de feiten te erkennen. Hoewel, zoals in B.15.9 wordt gezegd, die afstand van het vermoeden van onschuld en van het recht om te zwijgen aanvaardbaar is in het kader van de bemiddeling of van het overleg, omdat de minderjarige de gevolgen heeft kunnen inschatten van die afstand die hem in staat stelt deel te nemen aan een herstelrechtelijk aanbod, dat hij in zijn eigen belang aanvaardt, is zulks niet langer het geval wanneer het akkoord waartoe dat aanbod leidt niet het verval van de strafvordering met zich meebrengt.

B.15.17. Het is niet verenigbaar met de in B.15.6 in herinnering gebrachte bepalingen om voor te schrijven dat, terwijl de procedure kan worden hervat na een bemiddelings- of overlegakkoord, de minderjarige ertoe gehouden is vooraf te verklaren dat hij de hem verweten feiten erkent. Die erkenning kan een belangrijk element zijn dat het de minderjarige mogelijk zal maken de gevolgen van zijn handeling te beseffen en deel te nemen aan een responsabiliseringsproces. Maar zij kan worden gesitueerd in het kader van de bemiddeling of het overleg en blijft gedekt door de daaraan verbonden geheimhouding. Die vereiste opnemen in de wet en daarvan een voorwaarde maken voor het herstelrechtelijk aanbod is daarentegen niet evenredig met het nagestreefde doel.

Het is verantwoord dat een herstelrechtelijk aanbod alleen kan worden voorgesteld wanneer een minderjarige ervan wordt verdacht een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd, zoals de artikelen 37bis, § 2, en 45quater, § 1, van de wet uitdrukkelijk bepalen. Maar door een bijzondere erkenning van de minderjarige te eisen waaruit later zal kunnen worden afgeleid dat hij de hem verweten feiten onbetwistbaar heeft erkend, in een ander kader dan dat van het herstelrechtelijk aanbod, heeft de wetgever een maatregel genomen die verder reikt dan de door hem nagestreefde doelstelling en die minderjarigen die een aanbod van bemiddeling of van herstelgericht groepsoverleg aanvaarden, anders behandelt dan de volwassenen die een bemiddeling aanvragen op grond van artikel 553, § 1, van het Wetboek van strafvordering, zonder dat dit verschil in behandeling redelijk verantwoord is.

B.15.18. In artikel 37bis, § 1, van de wet van 8 april 1965 dient bijgevolg eveneens het 2° « de persoon die ervan wordt verdacht een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd, verklaart zijn betrokkenheid bij het als het misdrijf omschreven feit niet te ontkennen » en in artikel 45quater, § 1, tweede lid, van dezelfde wet, het 2° « de betrokkene verklaart het als misdrijf omschreven feit niet te ontkennen » te worden vernietigd.

Ten aanzien van het derde subonderdeel van het eerste onderdeel van het middel

B.16. In het derde subonderdeel van het eerste onderdeel van het middel verwijten de verzoekende partijen de bestreden bepalingen dat zij, in tegenstelling tot artikel 555 van het Wetboek van strafvordering voor de personen die niet vallen onder de bevoegdheid van de jeugdrechtbank, niet erin voorzien dat de vertrouwelijke documenten die worden opgemaakt in het kader van het optreden van de bemiddelingsdienst of de dienst voor herstelgericht groepsoverleg, die toch worden meegedeeld, en de documenten waarop een partij steunt met schending van het beroepsgeheim, ambtshalve uit de debatten worden geweerd. Daarnaast wordt de bestreden bepalingen verweten niet te voorzien in de toepassing van artikel 458 van het Strafwetboek op de bemiddelaar.

B.17.1. Artikel 555 van het Wetboek van strafvordering luidt :

« § 1. De documenten die worden opgemaakt en de mededelingen die worden gedaan in het kader van de tussenkomst van de bemiddelaar zijn vertrouwelijk, met uitzondering van datgene waarmee de partijen instemmen om het ter kennis van de gerechtelijke instanties te brengen. Zij kunnen niet worden aangewend in een strafrechtelijke, burgerrechtelijke, administratieve, arbitrale of in enige andere procedure voor het oplossen van conflicten en zijn niet toelaatbaar als bewijs, zelfs niet als buitengerechtelijke bekentenis.

§ 2. Vertrouwelijke documenten die toch zijn meegedeeld of waarop een partij steunt in strijd met de geheimhoudingsplicht, worden ambtshalve uit de debatten geweerd.

§ 3. Onverminderd de verplichtingen die hem bij wet worden opgelegd, mag de bemiddelaar de feiten waarvan hij uit hoofde van zijn ambt kennis krijgt, niet openbaar maken. Hij mag niet worden opgeroepen als getuige in een strafrechtelijke, burgerrechtelijke, administratieve, arbitrale of in enige andere procedure met betrekking tot de feiten waarvan hij in de loop van een bemiddeling kennis heeft genomen.

Artikel 458 van het Strafwetboek is van toepassing op de bemiddelaar ».

B.17.2. In tegenstelling tot wat de verzoekende partijen beweren, is het vertrouwelijke karakter van de documenten verankerd in de artikelen 37quater, § 3, en 45quater, § 4, van de wet van 8 april 1965, ingevoegd, respectievelijk, bij artikel 4 van de wet van 15 mei 2006 en artikel 13 van de wet van 13 juni 2006.

Volgens die bepalingen kunnen de vertrouwelijke documenten niet worden aangewend in een strafrechtelijke, burgerrechtelijke, administratieve, arbitrale of enige andere procedure voor het oplossen van conflicten en zijn ze niet toelaatbaar als bewijs, zelfs niet als buitengerechtelijke bekentenis. Ofschoon die artikelen niet volledig identiek zijn met artikel 555 van het Wetboek van strafvordering, in die zin dat ze niet uitdrukkelijk bepalen dat de vertrouwelijke documenten die zijn meegedeeld, uit de debatten moeten worden geweerd, kunnen ze enkel in die zin worden geïnterpreteerd dat ook de in het kader van een bemiddeling in jeugdzaken opgestelde vertrouwelijke documenten uit de debatten moeten worden geweerd.

B.17.3. Artikel 458 van het Strafwetboek is van toepassing op de bemiddelaar die moet optreden in het kader van een herstelgerichte procedure die aan de minderjarige wordt voorgesteld.

Artikel 77 van de wet van 8 april 1965 bepaalt immers :

« Elke persoon die, in welke hoedanigheid ook, zijn medewerking verleent aan de toepassing van deze wet, staat daardoor in voor de geheimhouding van de feiten die hem in de uitoefening van zijn opdracht worden toevertrouwd en die hiermede verband houden.

Artikel 458 van het Strafwetboek is op [hem] van toepassing ».

B.18. Hieruit volgt dat het derde subonderdeel van het eerste onderdeel van het middel in zoverre niet gegrond is.

Ten aanzien van het tweede onderdeel van het middel

B.19. Het tweede onderdeel van het middel is gericht tegen artikel 47 van de wet van 8 april 1965, zoals aangevuld door artikel 10 van de wet van 15 mei 2006.

De verzoekende partijen verwijten die bepaling een verschil in behandeling in te voeren tussen de personen die burgerrechtelijk aansprakelijk zijn voor de minderjarige die wordt vervolgd wegens een als misdrijf omschreven feit, naargelang al dan niet een bemiddeling op het niveau van het parket heeft plaatsgevonden. Wanneer de procureur des Konings heeft beslist om de zaak te seponeren ten gevolge van een bemiddeling die tot een resultaat heeft geleid, kunnen het slachtoffer en de in zijn rechten gesubrogeerde persoon aan de burgerrechtelijk aansprakelijke een onweerlegbaar vermoeden van fout tegenwerpen, ook als de burgerrechtelijk aansprakelijke partij niet aan de bemiddeling heeft deelgenomen, zodat hij de fout van de minderjarige niet kan betwisten, terwijl hij dat wel kan doen wanneer geen bemiddeling heeft plaatsgevonden.

B.20.1. De personen die door de procureur des Konings kunnen worden verzocht om aan een bemiddelingsprocedure deel te nemen, zijn, luidens artikel 45^{quater}, § 1, eerste lid, van de wet van 8 april 1965, behalve de persoon die ervan wordt verdacht een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd, de personen die ten aanzien van hem het ouderlijk gezag uitoefenen, de personen die hem in rechte of in feite onder hun bewaring hebben en het slachtoffer.

Het zevende lid van het voormelde artikel bepaalt dat de bemiddeling alleen kan plaatshebben indien de personen die daaraan deelnemen uitdrukkelijk en zonder voorbehoud ermee instemmen en dit blijven doen zolang de bemiddeling loopt.

Paragraaf 2 van dezelfde bepaling houdt in dat het akkoord dat de bij de bemiddeling betrokken personen zullen hebben bereikt, wordt ondertekend door de persoon die ervan wordt verdacht een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd, door de personen die ten aanzien van hem het ouderlijk gezag uitoefenen en door het slachtoffer.

B.20.2. De bepaling die ertoe strekt het ondertekende akkoord te vereisen van de persoon die ervan wordt verdacht een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd, van de personen die ten aanzien van hem het ouderlijk gezag uitoefenen en van het slachtoffer, is ingevoegd via een amendement teneinde « te verduidelijken dat het bemiddelingsakkoord schriftelijk moet zijn en door wie het ondertekend moet worden » (*Parl. St.*, Senaat, 2005-2006, nr. 3-1312/5, pp. 1 en 2; *Parl. St.*, Senaat, 2005-2006, nr. 3-1312/7, pp. 52-53). De wetgever vereist dat de ouders met het bemiddelingsakkoord instemmen (*Parl. St.*, Senaat, 2005-2006, nr. 3-1313/5, p. 3).

B.21. Er kan redelijkerwijs worden verantwoord dat de wetgever, teneinde rekening te houden met de belangrijke gevolgen van het vervallen van de strafvordering voor het slachtoffer, ten aanzien van hem, alsook ten aanzien van de in zijn rechten gesubrogeerde personen, een onweerlegbaar vermoeden van schuld van de dader van het als misdrijf omschreven feit heeft ingevoerd. Een dergelijke maatregel zou evenwel op onevenredige wijze afbreuk doen aan de rechten van de burgerrechtelijk aansprakelijke personen indien zij de nadelige gevolgen van die fout zouden moeten dragen, zonder in staat te zijn geweest het bestaan ervan te betwisten.

De bestreden bepaling moet evenwel in samenhang worden gelezen met artikel 45^{quater}, § 2, tweede lid, van de wet van 8 april 1965. Daar de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen ten aanzien van de minderjarige die ervan wordt verdacht een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd, hun instemming moeten betuigen opdat de bemiddelingsprocedure tot een resultaat kan leiden, zelfs wanneer zij niet hebben deelgenomen aan de bemiddeling, wordt niet op onevenredige wijze afbreuk gedaan aan hun rechten, vermits zij in staat zijn de fout van de minderjarige ten aanzien van wie zij het ouderlijk gezag uitoefenen, te betwisten door te weigeren het akkoord te ondertekenen en aldus kunnen voorkomen dat het in artikel 47 van de wet vervatte onweerlegbaar vermoeden aan hen wordt opgelegd.

B.22. In die zin geïnterpreteerd dat zij het onweerlegbaar vermoeden van schuld alleen oplegt aan de personen die ten aanzien van de minderjarige het ouderlijk gezag uitoefenen en die met het bemiddelingsakkoord hebben ingestemd, schendt de bestreden bepaling de artikelen 10 en 11 van de Grondwet niet.

Ten aanzien van het derde onderdeel van het middel

B.23. In het derde onderdeel van het middel verwijten de verzoekende partijen artikel 61^{bis} van de wet van 8 april 1965, zoals ingevoegd bij artikel 14 van de wet van 15 mei 2006, niet erin te voorzien dat het vonnis wordt meegedeeld aan alle partijen en met name aan de minderjarige jonger dan twaalf jaar die partij in het geding is, noch aan de burgerlijke partijen.

B.24. De maatregel die erin bestaat een kopie van de in openbare terechtzitting gewezen vonnissen en arresten bij de uitspraak van die beslissingen alleen rechtstreeks mee te delen aan de jongere van minstens twaalf jaar, is relevant ten aanzien van het hiervoor omschreven doel.

Een dergelijke maatregel doet niet op onevenredige wijze afbreuk aan de rechten van de minderjarigen jonger dan twaalf jaar, aangezien artikel 10 van de wet van 8 april 1965, hersteld bij artikel 4 van de wet van 13 juni 2006, bepaalt dat elke beslissing, ongeacht of het gaat om een voorlopige maatregel of om een maatregel ten gronde, die door de jeugdrechter of de jeugdrechtbank in eerste aanleg of in hoger beroep is genomen, op de dag van de beslissing zelf, door toedoen van de griffier, bij gewone kopie aan de advocaat van de minderjarige wordt overgezonden.

B.25. De wetgever vermocht terecht ervan uit te gaan dat, teneinde het privéleven van de minderjarige en zijn familie te beschermen, de stelselmatige mededeling van de in openbare terechtzitting gewezen arresten en vonnissen diende te worden beperkt tot uitsluitend de partijen die rechtstreeks bij de beschermende maatregelen zijn betrokken, en niet de burgerlijke partijen, wier belangen bij het geding van een andere aard zijn. Een dergelijke maatregel doet niet op onevenredige wijze afbreuk aan het recht van de laatstgenoemden op de openbaarheid van rechterlijke uitspraken, vermits zij een kopie van de uitspraken kunnen verkrijgen bij de griffie van het betrokken rechtscollege.

B.26. Het derde onderdeel van het middel is niet gegrond.

Ten aanzien van het vierde onderdeel van het middel

B.27. In het vierde onderdeel van het middel verwijten de verzoekende partijen artikel 37bis, § 4, van de wet van 8 april 1965, ingevoegd bij artikel 2 van de wet van 15 mei 2006, alsook artikel 45quater, § 1, vijfde lid, van de wet van 8 april 1965, ingevoegd bij artikel 13 van de wet van 13 juni 2006, niet erin te voorzien dat de jongere die ervan wordt verdacht een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd, door een advocaat dient te worden bijgestaan tijdens het hele verloop van de bemiddelingsprocedure en niet alleen alvorens wordt ingegaan op het herstelrechtelijk aanbod en vanaf het ogenblik dat het bereikte akkoord wordt vastgelegd.

De verzoekende partijen vergelijken op dat punt de situatie van de bedoelde minderjarigen met die van de minderjarigen die niet deelnemen aan een bemiddelingsprocedure of een herstelgericht groepsoverleg, alsook met de situatie van de personen die vallen onder de gemeenrechtelijke strafrechten, die zich luidens artikel 553, § 4, van het Wetboek van strafvordering tijdens de bemiddeling kunnen laten bijstaan door een advocaat.

B.28.1. Tijdens de parlementaire voorbereiding heeft de minister van Justitie verklaard :

« Men moet een jongere die wegens een als misdrijf omschreven feit wordt vervolgd, de kans geven te worden geconfronteerd met zijn slachtoffer(s). Dat individueel werk is essentieel opdat hij ten volle zijn verantwoordelijkheid zou kunnen opnemen ten aanzien van wat hij heeft gedaan.

Het komt de bemiddelaar toe de jongere te doen spreken en hem te beschermen als hij merkt dat men zijn belangen wil schaden.

Het gevaar is dat de advocaten, om hun cliënten goed te verdedigen, onder elkaar een conversatie beginnen en dat de partijen stilzwijgend blijven » (*Parl. St.*, Kamer, 2004-2005, DOC 51-1467/012, p. 115).

B.28.2. De beginselen van de naleving van de rechten van de verdediging en van de eerlijke behandeling van de zaak houden, voor de rechtzoekende, het recht in zich te laten bijstaan door een advocaat, recht waarop het grondwettelijk beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie van toepassing is.

B.29. Anders dan de verzoekende partijen oordelen, bepalen de artikelen 37bis, § 4 en 45quater, § 1, vijfde lid, van de wet van 8 april 1965 uitsluitend de gevallen waarin de jeugdrechtbank en de procureur des Konings de betrokkenen in kennis moeten stellen dat zij een beroep kunnen doen op een advocaat. De bewoordingen van die bepalingen sluiten niet uit dat de betrokkenen worden bijgestaan door een advocaat tijdens de gehele procedure van de bemiddeling of van het herstelgericht groepsoverleg. Ofschoon bepaalde verklaringen die tijdens de parlementaire voorbereiding werden afgelegd, erop wijzen dat de wetgever een andere bedoeling zou kunnen hebben gehad, kunnen die verklaringen niet worden aangevoerd tegen de klare en duidelijke tekst van de wet.

B.30. Onder voorbehoud van hetgeen is vermeld in B.29 is het vierde onderdeel van het middel niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt

. artikel 37bis, § 1, 1° en 2°, van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, ingevoegd bij artikel 2 van de wet van 15 mei 2006, en

. artikel 45quater, § 1, tweede lid, 1° en 2°, van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, ingevoegd bij artikel 13 van de wet van 13 juni 2006;

- verwerpt het beroep voor het overige onder voorbehoud van de interpretatie vermeld in B.17.2, B.22 en B.29.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989, op de openbare terechtzitting van 13 maart 2008.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,

M. Melchior.

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

D. 2008 — 1213

[2008/200941]

Auszug aus dem Urteil Nr. 50/2008 vom 13. März 2008

Geschäftsverzeichnisnummer 4081

In Sachen: Klage auf Nichtigklärung der Artikel 2 bis 5, 10 und 14 des Gesetzes vom 15. Mai 2006 «zur Abänderung des Gesetzes vom 8. April 1965 über den Jugendschutz, des Strafprozessgesetzbuches, des Strafgesetzbuches, des Zivilgesetzbuches, des neuen Gemeindegesetzes und des Gesetzes vom 24. April 2003 zur Reform der Adoption» und von Artikel 13 des Gesetzes vom 13. Juni 2006 «zur Abänderung der Rechtsvorschriften über den Jugendschutz und die Betreuung Minderjähriger, die eine als Straftat qualifizierte Tat begangen haben», erhoben von der VoG «Défense des Enfants - International - Belgique - Branche francophone (D.E.I. Belgique)» und der VoG «Ligue des Droits de l'Homme».

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und M. Bossuyt, und den Richtern P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke und J. Spreutels, und dem emeritierten Vorsitzenden A. Arts gemäß Artikel 60bis des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 1. Dezember 2006 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 4. Dezember 2006 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigklärung der Artikel 2 bis 5, 10 und 14 des Gesetzes vom 15. Mai 2006 «zur Abänderung des Gesetzes vom 8. April 1965 über den Jugendschutz, des Strafprozessgesetzbuches, des Strafgesetzbuches, des Zivilgesetzbuches, des neuen Gemeindegesetzes und des Gesetzes vom 24. April 2003 zur Reform der Adoption» (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 2. Juni 2006, zweite Ausgabe) und von Artikel 13 des Gesetzes vom 13. Juni 2006 «zur Abänderung der Rechtsvorschriften über den Jugendschutz und die Betreuung Minderjähriger, die eine als Straftat qualifizierte Tat begangen haben» (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 19. Juli 2006, zweite Ausgabe): die VoG «Défense des Enfants - International - Belgique - Branche francophone (D.E.I. Belgique)», mit Sitz in 1000 Brüssel, rue Marché aux Poulets 30, und die VoG «Ligue des Droits de l'Homme», mit Sitz in 1190 Brüssel, chaussée d'Alseberg 303.

(...)

II. In rechtlicher Beziehung

(...)

B.1. Die angefochtenen Artikel 2 bis 5 des Gesetzes vom 15. Mai 2006 «zur Abänderung des Gesetzes vom 8. April 1965 über den Jugendschutz, des Strafprozessgesetzbuches, des Strafgesetzbuches, des Zivilgesetzbuches, des neuen Gemeindegesetzes und des Gesetzes vom 24. April 2003 zur Reform der Adoption» lauten wie folgt:

«Art. 2. In das Gesetz vom 8. April 1965 über den Jugendschutz wird anstelle von Artikel 37*bis*, der durch das Gesetz vom 7. Mai 2004 wieder aufgenommen wurde und zu Artikel 38 wird, ein Artikel 37*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

‘ Art. 37*bis*. § 1. Der Richter oder das Gericht kann ein Wiedergutmachungsangebot der Vermittlung und der auf Wiedergutmachung ausgerichteten Gruppenkonzertierung machen, wenn folgende Bedingungen erfüllt sind:

1. es bestehen ernsthafte Schuldindizien;
2. die Person, die im Verdacht steht, eine als Straftat qualifizierte Tat begangen zu haben, erklärt, ihre Beteiligung an der als Straftat qualifizierten Tat nicht abzustreiten;
3. es wurde ein Opfer identifiziert.

Ein Wiedergutmachungsangebot kann nur ausgeführt werden, wenn die daran teilnehmenden Personen ihm ausdrücklich und vorbehaltlos zustimmen, und dies während der gesamten Vermittlung oder der auf Wiedergutmachung ausgerichteten Gruppenkonzertierung.

§ 2. Die Vermittlung erlaubt es der Person, die im Verdacht steht, eine als Straftat qualifizierte Tat begangen zu haben, den Personen, die über sie die elterliche Gewalt ausüben, den Personen, denen rechtlich oder faktisch das Sorgerecht über sie obliegt, sowie dem Opfer, gemeinsam mit Hilfe eines neutralen Vermittlers die Möglichkeiten zur Bewältigung insbesondere der beziehungsmaßigen und materiellen Folgen einer als Straftat qualifizierten Tat ins Auge zu fassen.

Der Richter oder das Gericht bietet den in Absatz 1 erwähnten Personen die Teilnahme an einer Vermittlung schriftlich an.

§ 3. Die auf Wiedergutmachung ausgerichtete Gruppenkonzertierung ermöglicht es der Person, die im Verdacht steht, eine als Straftat qualifizierte Tat begangen zu haben, dem Opfer, ihrem sozialen Umfeld sowie allen sachdienlichen Personen, in der Gruppe und mit Hilfe eines neutralen Vermittlers konzertierte Lösungen über die Weise der Beilegung des sich aus der als Straftat qualifizierten Tat ergebenden Konfliktes ins Auge zu fassen, insbesondere unter Berücksichtigung der beziehungsmaßigen und materiellen Folgen der als Straftat qualifizierten Tat.

Der Richter oder das Gericht bietet der ihm vorgeführten Person, die im Verdacht steht, eine als Straftat qualifizierte Tat begangen zu haben, den Personen, die über sie die elterliche Gewalt ausüben, und den Personen, denen rechtlich oder faktisch das Sorgerecht über sie obliegt, eine auf Wiedergutmachung ausgerichtete Gruppenkonzertierung an.

Das oder die Opfer werden schriftlich informiert.

§ 4. Der Richter oder das Gericht informiert die in § 2 Absatz 1 und § 3 Absatz 2 erwähnten Personen darüber, dass sie:

1. durch ihren Rechtsanwalt beraten werden können, bevor sie das Wiedergutmachungsangebot annehmen;
2. sich durch einen Rechtsanwalt unterstützen lassen können, sobald die Einigung, zu der die in § 2 Absatz 1 und § 3 Absatz 2 erwähnten Personen gelangen, festliegt ‘.

Art. 3. In dasselbe Gesetz wird ein Artikel 37*ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

‘ Artikel 37*ter*. § 1. Der Richter oder das Gericht übermittelt der Vermittlungsdienststelle oder der Dienststelle für auf Wiedergutmachung ausgerichtete Gruppenkonzertierung, die durch die zuständigen Behörden anerkannt ist, durch die Gemeinschaften getragen wird oder die von ihnen festgelegten Bedingungen erfüllt, eine Kopie seiner Entscheidung. Diese Dienststelle ist beauftragt, das Wiedergutmachungsangebot auszuführen.

§ 2. Wenn die Personen im Sinne von Artikel 37*bis* § 2 Absatz 1 und § 3 Absatz 2 nicht innerhalb von acht Werktagen ab dem Angebot des Gerichtes Kontakt mit der Vermittlungsdienststelle oder mit der Dienststelle für auf Wiedergutmachung ausgerichtete Gruppenkonzertierung aufnehmen, nimmt diese Dienststelle Kontakt mit den vorerwähnten Personen auf, um ihnen ein Wiedergutmachungsangebot zu machen.

§ 3. Die Dienststelle für auf Wiedergutmachung ausgerichtete Gruppenkonzertierung nimmt in Absprache mit den in Artikel 37*bis* § 3 Absatz 2 erwähnten Personen, mit den Personen aus ihrem sozialen Umfeld und allen anderen sachdienlichen Personen Kontakt auf.

Die Vermittlungsdienststelle kann mit dem Einverständnis der in Artikel 37*bis* § 2 Absatz 1 erwähnten Personen auch andere Personen hinzuziehen, die ein direktes Interesse an der Vermittlung haben ‘.

Art. 4. In dasselbe Gesetz wird ein Artikel 37*quater* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

‘ Art. 37*quater*. § 1. Wenn die Vermittlung oder die auf Wiedergutmachung ausgerichtete Gruppenkonzertierung zu einer Einigung führt, wird die Einigung mit der Unterschrift der Person, die im Verdacht steht, eine als Straftat qualifizierte Tat begangen zu haben, der Personen, die über sie die elterliche Gewalt ausüben, sowie des Opfers der Gerichtsakte beigefügt.

Im Fall der auf Wiedergutmachung ausgerichteten Gruppenkonzertierung wird auch eine Absichtserklärung der Person, die im Verdacht steht, eine als Straftat qualifizierte Tat begangen zu haben, beigefügt. Darin erklärt sie die konkreten Schritte, die sie unternehmen wird, um die beziehungsmaßigen und materiellen Schäden sowie die Schäden der Gemeinschaft wiedergutzumachen sowie in Zukunft weitere Taten zu vermeiden.

Die erzielte Einigung muss durch den Richter oder das Gericht homologiert werden. Er beziehungsweise es darf den Inhalt nicht ändern. Der Richter oder das Gericht kann die Homologierung nur verweigern, wenn die Einigung gegen die öffentliche Ordnung verstößt.

§ 2. Wenn das Wiedergutmachungsangebot nicht zu einer Einigung führt, dürfen die Gerichtsbehörden oder die vom Wiedergutmachungsangebot betroffenen Personen weder die Anerkennung der Realität der als Straftat qualifizierten Tat durch die Person, die im Verdacht steht, eine als Straftat qualifizierte Tat begangen zu haben, noch den Ablauf oder das Ergebnis des Wiedergutmachungsangebots zum Nachteil des Jugendlichen verwenden.

Die Vermittlungsdienststelle oder Dienststelle für auf Wiedergutmachung ausgerichtete Gruppenkonzertierung erstellt einen Kurzbericht über den Ablauf des Wiedergutmachungsangebots und über dessen Ergebnis. Dieser Bericht wird den Personen im Sinne von Artikel 37bis § 2 Absatz 1 und § 3 Absatz 2 vorgelegt, damit sie dazu Stellung nehmen können. Er wird der Verfahrensakte beigelegt.

§ 3. Die Dokumente und Mitteilungen, die im Rahmen des Einschreitens einer Vermittlungsdienststelle oder Dienststelle für auf Wiedergutmachung ausgerichtete Gruppenkonzertierung verfasst beziehungsweise erteilt werden, sind vertraulich, mit Ausnahme dessen, was mit Zustimmung der Parteien den Gerichtsbehörden zur Kenntnis gebracht werden kann. Sie dürfen nicht in einem Straf-, Zivil-, Verwaltungs- oder Schiedsverfahren oder in gleich welchem anderen Verfahren zur Lösung von Konflikten verwendet werden und sind nicht als Beweis zulässig, selbst nicht als außergerichtliches Geständnis '.

Art. 5. In dasselbe Gesetz wird ein Artikel 37quinquies mit folgendem Wortlaut eingefügt:

' Art. 37quinquies. § 1. Die Vermittlungsdienststelle oder Dienststelle für auf Wiedergutmachung ausgerichtete Gruppenkonzertierung erstellt einen Kurzbericht über die Ausführung der Einigung und übermittelt ihn dem Richter oder dem Gericht sowie der zuständigen Sozialdienststelle.

§ 2. Wenn die Ausführung der Einigung nach den vorgesehenen Modalitäten vor der Urteilsverkündung erfolgt, muss das Gericht diese Einigung und ihre Ausführung berücksichtigen.

§ 3. Wenn die Ausführung der Einigung nach den vorgesehenen Modalitäten vor der Urteilsverkündung erfolgt, kann das Gericht auf der Grundlage von Artikel 60 befassen werden, um die endgültige Maßnahme beziehungsweise die endgültigen Maßnahmen zu erleichtern, die gegenüber der Person, die eine als Straftat qualifizierte Tat begangen hat, angeordnet werden '».

Artikel 10 des vorerwähnten Gesetzes bestimmt:

«Artikel 47 desselben Gesetzes wird durch folgenden Absatz ergänzt:

' Die Hinfälligkeit der Strafverfolgung gegen die in Artikel 36 Nr. 4 erwähnte Person infolge der Durchführung einer Vermittlung im Sinne von Artikel 45quater beeinträchtigt nicht die Rechte der Opfer und der in ihre Rechte eingesetzten Personen, eine Entschädigung zu erhalten, vorausgesetzt, das Opfer hat nicht an der Vermittlung teilgenommen oder es hat an einer Vermittlung teilgenommen, in deren Einigung ausdrücklich erwähnt ist, dass die materiellen Folgen der als Straftat qualifizierten Tat nicht vollständig wiedergutmacht wurden. In Bezug auf sie wird das Verschulden des Täters, der eine als Straftat qualifizierte Tat begangen hat, unwiderlegbar vermutet '».

Artikel 14 desselben Gesetzes bestimmt:

«In dasselbe Gesetz wird ein Artikel 61bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

' Art. 61bis. Eine Kopie der in öffentlicher Sitzung gefällten Urteile wird bei der Verkündung dieser Entscheidungen unmittelbar dem Jugendlichen ab zwölf Jahren sowie seinen Eltern, Vormündern oder Personen, die rechtlich oder faktisch das Sorgerecht über den Betroffenen ausüben, übermittelt, wenn sie auf der Sitzung anwesend sind. Wenn diese Übergabe nicht stattfinden konnte, wird die Entscheidung per Gerichtsbrief notifiziert.

In der Kopie der Urteile werden die Rechtsmittel dagegen sowie die einzuhaltenden Formen und Fristen angegeben '».

Artikel 45quater des Gesetzes vom 8. April 1965 «über den Jugendschutz, die Betreuung Minderjähriger, die eine als Straftat qualifizierte Tat begangen haben, und die Wiedergutmachung des durch diese Tat verursachten Schadens», eingefügt durch Artikel 13 des Gesetzes vom 13. Juni 2006 «zur Abänderung der Rechtsvorschriften über den Jugendschutz und die Betreuung Minderjähriger, die eine als Straftat qualifizierte Tat begangen haben» (*Belgisches Staatsblatt*, 19. Juli 2006, zweite Ausgabe), bestimmt seit seiner Abänderung durch die Artikel 90 und 91 des Gesetzes vom 27. Dezember 2006 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen (II) (*Belgisches Staatsblatt*, 28. Dezember 2006):

«In dasselbe Gesetz wird ein Artikel 45quater mit folgendem Wortlaut eingefügt:

' Art. 45quater. § 1. Der Prokurator des Königs informiert schriftlich die Person, die im Verdacht steht, eine als Straftat qualifizierte Tat begangen zu haben, die Personen, die über sie die elterliche Gewalt ausüben, die Personen, denen rechtlich oder faktisch das Sorgerecht über sie obliegt, und das Opfer darüber, dass sie an einer Vermittlung teilnehmen können und dass sie in diesem Rahmen die Möglichkeit haben, sich an eine von ihm bestimmte Vermittlungsdienststelle zu wenden, die durch die Gemeinschaften getragen wird oder die von ihnen festgelegten Bedingungen erfüllt.

Der Prokurator des Königs kann einen solchen Vorschlag machen, wenn folgende Bedingungen erfüllt sind:

1. es bestehen ernsthafte Schuldindizien;
2. der Betroffene erklärt, die als Straftat qualifizierte Tat nicht abzustreiten;
3. es wurde ein Opfer identifiziert.

Die Entscheidung des Prokurators des Königs, eine Akte gegebenenfalls zum Vermittlungsverfahren zu orientieren, muss schriftlich erfolgen und mit Gründen versehen werden, außer wenn er die Sache einstellen möchte.

Außer in den in Artikel 49 Absatz 2 vorgesehenen Fällen hat das Fehlen einer solchen Begründung die Regelwidrigkeit der Befassung des Jugendgerichts zur Folge.

Wenn ein Vermittlungsvorschlag gemacht wird, informiert der Prokurator des Königs die betroffenen Personen darüber, dass sie das Recht haben:

1. sich durch ihren Rechtsanwalt beraten zu lassen, bevor sie an der Vermittlung teilnehmen;
2. sich durch einen Rechtsanwalt unterstützen zu lassen, sobald die Einigung, zu der die betroffenen Personen gelangen, festliegt.

Der Prokurator des Königs übermittelt der bestimmten Vermittlungsdienststelle eine Kopie der schriftlichen Vorschläge. Wenn die betroffenen Personen innerhalb von acht Tagen nach dem Empfang des schriftlichen Vorschlags des Prokurators des Königs keine Schritte bei der Vermittlungsdienststelle unternommen haben, nimmt diese Kontakt mit ihnen auf.

Eine Vermittlung kann nur stattfinden, wenn die daran teilnehmenden Personen ihr ausdrücklich und vorbehaltlos zustimmen, und dies während der gesamten Vermittlung.

§ 2. Innerhalb von zwei Monaten nach ihrer Bestimmung durch den Prokurator des Königs verfasst die Vermittlungsdienststelle einen Kurzbericht über den Fortschritt der Vermittlung.

Die Einigung, zu der die durch die Vermittlung betroffenen Personen gelangt sind, wird durch die Person, die im Verdacht steht, eine als Straftat qualifizierte Tat begangen zu haben, durch die Personen, die über sie die elterliche Gewalt ausüben, sowie durch das Opfer unterschrieben und muss durch den Prokurator des Königs genehmigt werden. Letzterer darf den Inhalt nicht ändern. Er kann die Genehmigung nur verweigern, wenn die Einigung gegen die öffentliche Ordnung verstößt.

§ 3. Die Vermittlungsdienststelle erstellt einen Bericht über die Ausführung der Einigung und legt sie dem Prokurator des Königs vor. Dieser Bericht wird der Verfahrensakte beigefügt.

Wenn die Person im Sinne von Artikel 36 Nr. 4 die Vermittlungseinigung nach den vorgesehenen Modalitäten ausgeführt hat, erstellt der Prokurator des Königs ein Protokoll darüber und berücksichtigt dies bei seiner Entscheidung über die etwaige Einstellung der Sache. In diesem Fall hat die Einstellung des Verfahrens zur Folge, dass die Strafverfolgung erlischt.

Eine Kopie des Protokolls wird dem Urheber der als Straftat qualifizierten Tat, den Personen, die über sie die elterliche Gewalt ausüben, dem Opfer sowie der Vermittlungsdienststelle übermittelt. Wenn diese Übergabe nicht stattfinden konnte, wird die Kopie des Protokolls per Gerichtsbrief notifiziert.

§ 4. Wenn die Vermittlung nicht zu einem Ergebnis führt, dürfen weder die Anerkennung der Realität der Taten durch den Jugendlichen, noch der Ablauf oder das Ergebnis der Vermittlung von den Gerichtsbehörden oder irgendeiner anderen Person zum Nachteil des Jugendlichen verwendet werden.

Die im Rahmen des Einschreitens der Vermittlungsdienststelle erstellten Dokumente und erfolgten Mitteilungen sind vertraulich, mit Ausnahme dessen, was mit Zustimmung der Parteien den Gerichtsbehörden zur Kenntnis gebracht werden kann. Sie dürfen nicht in einem Straf-, Zivil-, Verwaltungs- oder Schiedsverfahren oder in gleich welchem anderen Verfahren zur Lösung von Konflikten verwendet werden und sind nicht als Beweis zulässig, selbst nicht als außergerichtliches Geständnis '».

In Bezug auf die Zulässigkeit der Klage und des einzigen Klagegrunds

B.2. Nach Darlegung der Flämischen Regierung hätten die klagenden Parteien kein Interesse an der Klageerhebung, da die von ihnen beantragte Nichtigerklärung ihnen keinen Vorteil bieten würde. Der Vereinigungszweck der klagenden Vereinigungen könne deshalb nicht nachteilig von den angefochtenen Bestimmungen betroffen sein.

B.3.1. Die in der Klageschrift erwähnten Bestimmungen legen die Bedingungen und das Verfahren der Vermittlung und der auf Wiedergutmachung ausgerichteten Gruppenkonzertierung in Jugendsachen fest, die auf Vorschlag des Jugendgerichts oder des Prokurators des Königs durchgeführt wird. Die Vermittlung und die Gruppenkonzertierung erlauben es der Person, die im Verdacht steht, eine als Straftat qualifizierte Tat begangen zu haben, die Möglichkeiten zur Behebung der beziehungsmaßigen und materiellen Folgen im Rahmen eines mehr oder weniger weitgehenden Kommunikationsprozesses ins Auge zu fassen, an dem insbesondere die Personen beteiligt sind, die über sie die elterliche Gewalt ausüben, sowie das Opfer, durch Vermittlung eines neutralen Dritten.

B.3.2. Der Vereinigungszweck der klagenden Parteien besteht darin, die Rechte der Kinder voranzubringen, zu schützen und zu verteidigen, insbesondere diejenigen, die in internationalen Erklärungen und Verträgen angeführt sind (erste klagende Partei), und jede Ungerechtigkeit und jede willkürliche Verletzung der Rechte eines Einzelnen oder der Gemeinschaft zu bekämpfen sowie die Grundsätze der Gleichheit, der Freiheit und des Humanismus, auf denen die demokratischen Gesellschaften beruhen, zu verteidigen (zweite klagende Partei).

Ohne dass eine solche Definition des Vereinigungszwecks einer Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht wörtlich zu verstehen ist als ein Mittel, mit dem sie sich ausstattet, um gleich welche Norm anzufechten unter dem Vorwand, dass jede Norm sich auf die Rechte irgendeiner Person auswirkt, kann angenommen werden, dass die angefochtenen Bestimmungen in dem Maße, wie sie die gegen einen Minderjährigen, der im Verdacht steht, eine als Straftat qualifizierte Tat begangen zu haben, beabsichtigte gerichtliche Verfolgung beeinflussen und die Garantien, die ihm zuerkannt werden müssen, in Frage stellen können, sich nachteilig auf den Vereinigungszweck der klagenden Vereinigungen auswirken können.

B.4. Die Einrede wird abgewiesen.

B.5.1. Die Flämische Regierung führt ebenfalls an, dass der Hof nicht befugt sei, eine Kontrolle anhand der «Rahmenbestimmungen für die Jugendgerichtsbarkeit» auszuüben, die in der Resolution 40/33 vom 29. November 1985 der Generalversammlung der Vereinten Nationen festgelegt seien.

B.5.2. Da diese «Rahmenbestimmungen» nicht in einem normgebenden Text mit zwingendem Charakter enthalten sind, kann der Hof nicht die Einhaltung dieser Bestimmungen prüfen.

B.6.1. Die Flämische Regierung führt ferner an, dass keine Beschwerdegründe gegen die neuen Artikel 37bis §§ 2 und 3 und 37ter des Gesetzes vom 8. April 1965 über den Jugendschutz vorgebracht würden.

Die klagenden Parteien bemerken diesbezüglich, dass die angefochtenen Bestimmungen ein untrennbares Ganzes bildeten, so dass die vorerwähnten Bestimmungen schlussfolgernd für nichtig erklärt werden müssten, wenn der Hof den angeführten Klagegrund für begründet erklären würde.

B.6.2. Die Prüfung der Frage, ob Beschwerdegründe gegen die vorerwähnten Bestimmungen angeführt werden und ob diese Artikel ein untrennbares Ganzes mit den angefochtenen Bestimmungen bilden, decken sich mit der Prüfung der Sache selbst.

B.7.1. Die Flämische Regierung macht schließlich die Unzulässigkeit der Klage geltend, insofern diese auf einem Verstoß gegen Artikel 16 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes beruhe, während keine Beschwerdegründe gegen eine etwaige Verletzung des Privatlebens des Kindes gerichtet würden. Der in der Klageschrift angeführte einzige Klagegrund erfülle somit nicht die Anforderungen von Artikel 6 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989.

B.7.2. Artikel 16 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes bestimmt:

«(1) Kein Kind darf willkürlichen oder rechtswidrigen Eingriffen in sein Privatleben, seine Familie, seine Wohnung oder seinen Schriftverkehr oder rechtswidrigen Beeinträchtigungen seiner Ehre und seines Rufes ausgesetzt werden.

(2) Das Kind hat Anspruch auf rechtlichen Schutz gegen solche Eingriffe oder Beeinträchtigungen».

B.7.3. Um den Erfordernissen nach Artikel 6 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 zu entsprechen, müssen die in der Klageschrift vorgebrachten Klagegründe angeben, welche Vorschriften, deren Einhaltung der Hof gewährleistet, verletzt wären und welche Bestimmungen gegen diese Vorschriften verstoßen würden, und darlegen, in welcher Hinsicht diese Vorschriften durch die fraglichen Bestimmungen verletzt würden.

B.7.4. Insofern der Klagegrund aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 16 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes abgeleitet ist, ohne zu beweisen, inwiefern das Recht auf Achtung vor dem Privatleben des Minderjährigen verletzt würde, erfüllt er nicht die Anforderungen des vorerwähnten Artikels 6. Die Klage ist dennoch nicht unzulässig, da die klagenden Parteien zu ihrer Untermauerung einen Verstoß gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung in Verbindung mit anderen Vertragsbestimmungen anführen, so dass sie die Bedingungen erfüllen, die sich aus dem besagten Artikel 6 ergeben.

B.8. Die Einreden werden abgewiesen, außer insofern, als sie der Prüfung der Sache selbst hinzugefügt werden.

Zur Hauptsache

B.9.1. Die klagenden Parteien leiten einen einzigen Klagegrund mit vier Teilen aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 6 Absätze 1 und 2 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit Artikel 14 Absätze 1 und 2 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte und mit Artikel 40 Absatz 2 Buchstabe *b*) Ziffer ii) des Übereinkommens über die Rechte des Kindes, ab.

B.9.2. Artikel 6 Absätze 1 und 2 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

«(1) Jedermann hat Anspruch darauf, dass seine Sache in billiger Weise öffentlich und innerhalb einer angemessenen Frist gehört wird, und zwar von einem unabhängigen und unparteiischen, auf Gesetz beruhenden Gericht, das über zivilrechtliche Ansprüche und Verpflichtungen oder über die Stichhaltigkeit der gegen ihn erhobenen strafrechtlichen Anklage zu entscheiden hat. Das Urteil muss öffentlich verkündet werden, jedoch kann die Presse und die Öffentlichkeit während der gesamten Verhandlung oder eines Teils derselben im Interesse der Sittlichkeit, der öffentlichen Ordnung oder der nationalen Sicherheit in einem demokratischen Staat ausgeschlossen werden, oder wenn die Interessen von Jugendlichen oder der Schutz des Privatlebens der Prozessparteien es verlangen oder, und zwar unter besonderen Umständen, wenn die öffentliche Verhandlung die Interessen der Gerechtigkeit beeinträchtigen würde, in diesem Falle jedoch nur in dem nach Auffassung des Gerichts erforderlichen Umfang.

(2) Bis zum gesetzlichen Nachweis seiner Unschuld wird vermutet, dass der wegen einer strafbaren Handlung Angeklagte unschuldig ist».

Artikel 14 Absätze 1 und 2 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte bestimmt:

«(1) Alle Menschen sind vor Gericht gleich. Jedermann hat Anspruch darauf, dass über eine gegen ihn erhobene strafrechtliche Anklage oder seine zivilrechtlichen Ansprüche und Verpflichtungen durch ein zuständiges, unabhängiges, unparteiisches und auf Gesetz beruhendes Gericht in billiger Weise und öffentlich verhandelt wird. Aus Gründen der Sittlichkeit, der öffentlichen Ordnung (*ordre public*) oder der nationalen Sicherheit in einer demokratischen Gesellschaft oder wenn es im Interesse des Privatlebens der Parteien erforderlich ist oder - soweit dies nach Auffassung des Gerichts unbedingt erforderlich ist - unter besonderen Umständen, in denen die Öffentlichkeit des Verfahrens die Interessen der Gerechtigkeit beeinträchtigen würde, können Presse und Öffentlichkeit während der ganzen oder eines Teils der Verhandlung ausgeschlossen werden; jedes Urteil in einer Straf- oder Zivilsache ist jedoch öffentlich zu verkünden, sofern nicht die Interessen Jugendlicher dem entgegenstehen oder das Verfahren Ehestreitigkeiten oder die Vormundschaft über Kinder betrifft.

(2) Jeder wegen einer strafbaren Handlung Angeklagte hat Anspruch darauf, bis zu dem im gesetzlichen Verfahren erbrachten Nachweis seiner Schuld als unschuldig zu gelten».

Artikel 40 Absatz 2 Buchstabe *b*) Ziffer ii) des Übereinkommens über die Rechte des Kindes bestimmt:

«(2) Zu diesem Zweck stellen die Vertragsstaaten unter Berücksichtigung der einschlägigen Bestimmungen internationaler Übereinkünfte insbesondere sicher,

[...]

b) dass jedes Kind, das einer Verletzung der Strafgesetze verdächtigt oder beschuldigt wird, Anspruch auf folgende Mindestgarantien hat:

[...]

ii) unverzüglich und unmittelbar über die gegen das Kind erhobenen Beschuldigungen unterrichtet zu werden, gegebenenfalls durch seine Eltern oder seinen Vormund, und einen rechtskundigen oder anderen geeigneten Beistand zur Vorbereitung und Wahrnehmung seiner Verteidigung zu erhalten,

[...]».

In Bezug auf den ersten Unterteil des ersten Teils des Klagegrunds

B.10. Aus der Darlegung des ersten Teils des Klagegrunds durch die klagenden Parteien geht hervor, dass dieser in drei Unterteile eingeteilt ist.

In einem ersten Unterteil führen die klagenden Parteien an, dass die angefochtenen Bestimmungen im Gegensatz zu den Bestimmungen über die auf volljährige Personen anwendbare strafrechtliche Vermittlung nicht vorsähen, dass ein erfolgreicher Abschluss der Vermittlung oder der auf Wiedergutmachung ausgerichteten Gruppenkonzertierung, die auf Vorschlag des Jugendgerichts oder des Prokurators des Königs durchgeführt werde, notwendigerweise zur Folge habe, dass die Verfolgung eingestellt werde, so dass ein Behandlungsunterschied zwischen Personen eingeführt werde, je nachdem, ob sie dem Jugendgericht oder den gemeinrechtlichen Strafgerichten unterstünden.

In einem zweiten Unterteil bemängeln die klagenden Parteien, dass die angefochtenen Bestimmungen einen nicht gerechtfertigten Behandlungsunterschied zwischen Minderjährigen in Bezug auf das Recht auf ein faires Verfahren im Allgemeinen und in Bezug auf die Unschuldsvermutung im Besonderen einführen, je nachdem, ob sie an einer Vermittlung oder an einer auf Wiedergutmachung ausgerichteten Gruppenkonzertierung teilnahmen, weil der daran teilnehmende Minderjährige erklären müsse, seine Beteiligung an der als Straftat qualifizierten Tat oder die als Straftat qualifizierte Tat nicht abzustreiten, dabei aber nicht in den Vorteil einer Einstellung der Verfolgung gelange.

In einem dritten Unterteil führen die klagenden Parteien an, dass die angefochtenen Bestimmungen, im Gegensatz zu dem, was in Artikel 555 des Strafprozessgesetzbuches vorgesehen sei für die Personen, die nicht den Jugendgerichten unterstünden, nicht vorsähen, dass die im Rahmen einer Vermittlung oder einer auf Wiedergutmachung ausgerichteten Gruppenkonzertierung erstellten vertraulichen Dokumente und die Dokumente, auf denen sich eine Partei unter Verletzung der Geheimhaltungspflicht berufe, von Amts wegen aus der Verhandlung ausgeschlossen würden, und dass sie ebenfalls nicht vorsähen, dass Artikel 458 des Strafgesetzbuches auf den Vermittler anwendbar sei, so dass ein Behandlungsunterschied zwischen Minderjährigen und Volljährigen, die an einer Vermittlung oder einer auf Wiedergutmachung ausgerichteten Gruppenkonzertierung teilnahmen, eingeführt werde.

In Bezug auf den ersten und zweiten Unterteil des ersten Teils des Klagegrunds

B.11.1. Die auf volljährige Personen anwendbare strafrechtliche Vermittlung wird geregelt durch die Artikel 216ter ff. sowie 553 ff. des Strafprozessgesetzbuches.

B.11.2. Artikel 216ter des Strafprozessgesetzbuches sieht vor, dass der Prokurator des Königs unbeschadet der Befugnisse, die Artikel 216bis desselben Gesetzbuches ihm in Bezug auf einen Vergleich verleiht, den Urheber einer Straftat vorladen und ihn auffordern kann, den durch die Straftat verursachten Schaden zu ersetzen oder wiedergutzumachen und ihm den Beweis dafür zu erbringen. Gegebenenfalls lädt er ebenfalls das Opfer vor und organisiert eine Vermittlung über die Entschädigung und deren Modalitäten. Die Vermittlung ist für volljährige nur dann möglich, wenn die Tat nicht so beschaffen zu sein scheint, dass sie mit einer Hauptgefängnisstrafe von mehr als zwei Jahren oder einer schwereren Strafe zu bestrafen ist. Aufgrund von Paragraph 5 von Artikel 216ter, in dem auf die Paragraphen 2 und 3 von Artikel 216bis verwiesen wird, kann der Prokurator des Königs jedoch den Urheber der Tat nicht auffordern, an einer Vermittlung teilzunehmen, wenn das Gericht bereits mit der Tat befasst wurde oder wenn der Untersuchungsrichter aufgefordert wurde, eine Untersuchung einzuleiten. Artikel 216ter § 4 des Strafprozessgesetzbuches bestimmt, dass in dem Fall, wo der Urheber der Straftat alle von ihm angenommenen Bedingungen erfüllt hat, die Strafverfolgung erlischt, ohne dass dieses Erlöschen den Rechten der in die Rechte des Opfers eingesetzten Personen oder der Opfer, die nicht zum Vermittlungsverfahren hinzugezogen wurden, schaden darf. In Bezug auf diese Personen wird das Verschulden des Täters unwiderruflich vermutet.

B.11.3. Laut Artikel 553 des Strafprozessgesetzbuches kann «vorbehaltlich des Artikels 216ter dieses Gesetzbuches [...] jede Person, die ein direktes Interesse hat, in jeder Phase des Strafverfahrens und der Vollstreckung der Strafe einen Vermittlungsantrag stellen». Die Staatsanwaltschaft, der Untersuchungsrichter, die Untersuchungsgerichte und der Richter achten darauf, dass die an einem Gerichtsverfahren beteiligten Personen über die Möglichkeit zur Beantragung einer Vermittlung informiert werden. Sofern sie es in konkreten Akten als opportun erachten, können sie selbst den Parteien eine Vermittlung vorschlagen.

Im Strafprozessgesetzbuch ist nicht vorgesehen, dass die Vermittlung auf der Grundlage von Artikel 553 zum Erlöschen der Strafverfolgung führt.

B.12.1. Gemäß den angefochtenen Bestimmungen kann eine Vermittlung durch den Prokurator des Königs und durch das Jugendgericht angeboten werden.

B.12.2. Wenn eine durch den Prokurator des Königs angebotene Vermittlung zu einer Vermittlungseinigung führt, die der Urheber der als Straftat qualifizierten Tat gemäß den vorgesehenen Modalitäten ausführt, erstellt der Prokurator des Königs darüber ein Protokoll und berücksichtigt es, wenn er darüber entscheidet, das Verfahren gegebenenfalls einzustellen. Die Strafverfolgung erlischt nur, wenn der Prokurator des Königs entscheidet, das Verfahren einzustellen (Artikel 45quater § 3 des Gesetzes vom 8. April 1965, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 13 des Gesetzes vom 13. Juni 2006). Wenn die Vermittlung nicht zum Erfolg führt, erlischt die Strafverfolgung nicht.

B.12.3. Wenn eine durch das Jugendgericht angebotene Vermittlung oder auf Wiedergutmachung ausgerichtete Gruppenkonzertierung nicht zu einer Einigung führt, die der Urheber der als Straftat qualifizierten Tat gemäß den vorgesehenen Modalitäten ausführt, muss der Richter diese Einigung und deren Ausführung berücksichtigen (Artikel 37quinquies § 2 des Gesetzes vom 8. April 1965, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 5 des Gesetzes vom 15. Mai 2006). Wenn die Ausführung der Einigung gemäß den vorgesehenen Modalitäten nach der Urteilsverkündung erfolgt, kann das Gericht befasst werden, um die endgültige Maßnahme beziehungsweise die endgültigen Maßnahmen zu erleichtern, die gegenüber der Person, die eine als Straftat qualifizierte Tat begangen hat, angeordnet werden (Artikel 37quinquies § 3).

Daraus wird ersichtlich, dass die Vermittlung, selbst wenn sie zu einem Ergebnis führt, nicht die Strafverfolgung erlöschen lässt.

B.13. Aus den vorstehenden Erwägungen ergibt sich bezüglich des Einflusses der Vermittlung und der auf Wiedergutmachung ausgerichteten Gruppenkonzertierung auf das Erlöschen der Klage beziehungsweise der Strafverfolgung, dass ein Behandlungsunterschied zwischen den Personen besteht, je nachdem, ob sie dem Jugendgericht oder den gemeinrechtlichen Strafgerichten unterstehen, insofern Artikel 216ter des Strafprozessgesetzbuches im Gegensatz zu Artikel 45quater des Gesetzes vom 8. April 1965 ein automatisches Erlöschen der Strafverfolgung vorsieht, wenn die durch den Prokurator des Königs auf der Grundlage dieser Bestimmung vorgeschlagene Vermittlung zu einem Ergebnis führt.

In Bezug auf die Vermittlung auf Ebene des Gerichts führen die angefochtenen Bestimmungen keinen Behandlungsunterschied hinsichtlich des Erlöschens der Klage zwischen den Personen ein, je nachdem, ob sie dem Jugendgericht oder in Anwendung von Artikel 553 des Strafprozessgesetzbuches den gemeinrechtlichen Strafgerichten unterstehen.

B.14. Im Gesetzesvorentwurf, der zum Gesetz vom 13. Juni 2006 geführt hat, war das automatische Erlöschen der Strafverfolgung vorgesehen, «wenn der Urheber der als Straftat qualifizierten Tat die Vermittlungseinigung gemäß den vorgesehenen Modalitäten ausgeführt hat» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2004-2005, DOC 51-1467/001, S. 70). Der Gesetzgeber hat diese Option später jedoch wieder rückgängig gemacht.

Diese Änderung wurde während der Vorarbeiten hinsichtlich der Vermittlung auf Ebene der Staatsanwaltschaft wie folgt gerechtfertigt:

«Die Vermittlung wird den Parteien nämlich nicht auferlegt, sondern lediglich vorgeschlagen, und sie findet außerhalb des Gerichtsverfahrens statt. Ein Automatismus würde außerdem Gefahr laufen, eine Vermittlung für schwere Straftäter auszuschließen. Durch die Aufhebung des Erlöschens der Strafverfolgung überlässt das Gesetz dem Prokurator des Königs die Wahl» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2004-2005, DOC 51-1467/004, S. 18).

Dieser Standpunkt wurde durch den Minister der Justiz bestätigt, der erklärte, nach Abschluss der Vermittlung müsse die Akte wieder ihren normalen Verlauf nehmen (*Parl. Dok.*, Kammer, 2004-2005, DOC 51-1467/012, S. 126).

B.15.1. Die in Artikel 216ter des Strafprozessgesetzbuches durch das Gesetz vom 10. Februar 1994 zur Regelung eines Verfahrens der Vermittlung in Strafsachen eingeführte Vermittlung war im Wesentlichen gedacht, um die kleine Kriminalität schnell zu behandeln, insbesondere die sogenannte Stadtkriminalität beziehungsweise bei Entdeckung auf frischer Tat. Sie ist «eine Alternativform zum Handeln der Gerichtsbehörden, um eine Lösung für die Konfliktsituation zu finden, die durch eine Straftat entstanden ist, indem auf eine verantwortungsbewusste Zusammenarbeit der Parteien zurückgegriffen wird». Sie betrifft Taten, «die durch einen gelegentlichen Straftäter begangen werden, der sich seines Fehlers bewusst ist». Sie wurde als spezifische Form des Vergleichs konzipiert und liegt im Rahmen der Ermessensbefugnis des Prokurators des Königs; sie regelt die kontradiktorische Ausübung dieser Zuständigkeit (*Parl. Dok.*, Senat, 1992-1993, Nr. 652-1, SS. 1-4).

B.15.2. Die Vermittlung und die auf Wiedergutmachung ausgerichtete Gruppenkonzertierung beruhen, auch wenn sie Ähnlichkeiten mit der Vermittlung in Strafsachen aufweisen, auf einer unterschiedlichen Philosophie. Sie sollen einen Kommunikationsprozess regeln, der entweder vom Prokurator des Königs oder vom Richter oder vom Jugendgericht vorgeschlagen wird, aber ohne ihre Anwesenheit in einer Vermittlungsdienststelle abläuft.

Der Gesetzgeber wollte durch Bestätigung einer Reihe «pragmatischer Handlungsmöglichkeiten», die sich bewährt hatten, «dem Jugendlichen die Möglichkeit bieten, sich der Folgen seiner Handlungen bewusst zu werden und somit in Zukunft mehr Verantwortung zu übernehmen». Die Maßnahme ist «vornehmlich auf Hilfe und Beistand ausgerichtet» und bezweckt, «die durch das Begehen einer als Straftat qualifizierten Tat unterbrochenen sozialen Beziehungen wiederherzustellen». Die Einigung, zu der sie führen soll, liefert «eine konstruktive Antwort, die längerfristig zur Vermeidung der Rückfälligkeit des Jugendlichen führen soll» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2004-2005, DOC 51-1467/001, SS. 6-11).

B.15.3. Obwohl sie sich von der Vermittlung im Sinne von Artikel 216ter des Strafprozessgesetzbuches unterscheiden, ähneln die Angebote der Vermittlung und der auf Wiedergutmachung ausgerichteten Gruppenkonzertierung an Minderjährige der Vermittlung, die durch die Artikel 553 bis 555 des Strafprozessgesetzbuches geregelt wird. Diese Ähnlichkeit wurde hervorgehoben während der Vorarbeiten zum Gesetz vom 22. Juni 2005 «zur Einführung von Bestimmungen in Bezug auf die Vermittlung in den einleitenden Titel des Strafprozessgesetzbuches und in das Strafprozessgesetzbuch». Wie die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates bemerkt hatte, gehen «beide Entwürfe vom gleichen Gedanken der Wiedergutmachung aus», da «bezweckt wird, im Rahmen des Jugendschutzrechtes ein spezifisches Verfahren - das die gleichen Grundsätze und Ziele wie dieser Entwurf aufweist - in Bezug auf Minderjährige zu schaffen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2004-2005, DOC 51-1562/001, S. 6). Die Schlüsselbegriffe dieser Vermittlung sind «Freiwilligkeit, Vertraulichkeit, aktive Teilnahme, neutrale Unterstützung und Kommunikation»: «das Element 'Zwang' ist vollständig ausgeschlossen» (ebenda, S. 8).

B.15.4. Gemäß Artikel 553 § 1 des Strafprozessgesetzbuches «kann jede Person, die ein direktes Interesse aufweist, in jeder Phase des Strafverfahrens und während der Strafvollstreckung eine Vermittlung beantragen». Gemäß Paragraph 2 desselben Artikels können die Staatsanwaltschaft, der Untersuchungsrichter, die Untersuchungsgerichte und der Richter, «insofern sie dies in konkreten Akten als sachdienlich erachten», den Parteien selbst eine Vermittlung vorschlagen. Diese Bestimmungen setzen weder voraus, dass Schuldindizien vorliegen, noch dass die Taten durch die Person, die im Verdacht steht, eine als Straftat qualifizierte Tat begangen zu haben, anerkannt werden.

B.15.5. Gemäß Artikel 37bis § 1 des Gesetzes vom 8. April 1965 kann der Richter oder das Gericht ein Wiedergutmachungsangebot der Vermittlung oder der auf Wiedergutmachung ausgerichteten Gruppenkonzertierung machen, wenn folgende Bedingungen erfüllt sind:

1. Es bestehen ernsthafte Schuldindizien.
2. Die Person, die im Verdacht steht, eine als Straftat qualifizierte Tat begangen zu haben, erklärt, ihre Beteiligung an der als Straftat qualifizierten Tat nicht abzustreiten.
3. Es wurde ein Opfer identifiziert.

Laut Artikel 45quater informiert der Prokurator des Königs die Person, die im Verdacht steht, eine als Straftat qualifizierte Tat begangen zu haben, sowie die anderen Betroffenen darüber, dass sie an einer Vermittlung teilnehmen können, wenn folgende Bedingungen erfüllt sind:

1. Es bestehen ernsthafte Schuldindizien.
2. Der Betroffene erklärt, die als Straftat qualifizierte Tat nicht abzustreiten.
3. Es wurde ein Opfer identifiziert.

B.15.6. Eine Person, die auf ein Wiedergutmachungsangebot eingeht, verzichtet auf die durch Artikel 6 Absatz 2 der Europäischen Menschenrechtskonvention und durch Artikel 14 Absatz 2 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte sowie, in Bezug auf die Minderjährigen, durch Artikel 40 Absatz 2 Buchstabe b) Ziffer i) des Übereinkommens über die Rechte des Kindes garantierte Unschuldsvermutung sowie auf ihr Recht zu schweigen und sich selbst nicht zu beschuldigen, das sich aus Artikel 6 Absatz 1 derselben Europäischen Konvention ergibt und durch Artikel 14 Absatz 3 Buchstabe g) desselben Internationalen Paktes sowie, in Bezug auf die Minderjährigen, durch Artikel 40 Absatz 1 Buchstabe b) Ziffer iv) des Übereinkommens über die Rechte des Kindes garantiert wird.

B.15.7. Ein solcher Verzicht ist im Lichte von Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention nur annehmbar, wenn er auf einer freiwilligen, also ohne irgendeinen Zwang erteilten (EuGHMR, 27. Februar 1980, *Deweer* gegen Belgien, § 49), bewussten und eindeutigen Zustimmung beruht (EuGHMR, 1. März 2006, *Dejdovic* gegen Italien, § 86).

B.15.8. Aufgrund von Artikel 37bis des Gesetzes vom 8. April 1965 wird das vom Richter oder vom Gericht vorgeschlagene Wiedergutmachungsangebot der Vermittlung oder der auf Wiedergutmachung ausgerichteten Gruppenkonzertierung den betroffenen Personen schriftlich mitgeteilt. Diese Personen werden darüber informiert, dass sie sich durch einen Rechtsanwalt beraten lassen können, ehe sie das Wiedergutmachungsangebot annehmen. Dieses Angebot kann nur ausgeführt werden, wenn «die daran teilnehmenden Personen ihm ausdrücklich und vorbehaltlos zustimmen, und dies während der gesamten Vermittlung oder der auf Wiedergutmachung ausgerichteten Gruppenkonzertierung».

Artikel 45quater, der sich auf die durch den Prokurator des Königs vorgeschlagene Vermittlung bezieht, enthält gleiche Bestimmungen.

B.15.9. Gemäß den vorerwähnten Bestimmungen wird der Minderjährige schriftlich über die Möglichkeit einer Vermittlung oder einer auf Wiedergutmachung ausgerichteten Gruppenkonzertierung informiert. Es steht ihm frei, die Vermittlung zu verweigern, und sie wird nur fortgesetzt, wenn er ihr ausdrücklich und vorbehaltlos bis zum Ende zustimmt. Er wird darüber informiert, dass er sich durch seinen Rechtsanwalt beraten lassen kann, ehe er das Wiedergutmachungsangebot annimmt. Schließlich liegt es in seinem eigenen Interesse, statt einer gerichtlichen Lösung eher eine konzertierte Lösung anzustreben, die zu einer Einigung aller betroffenen Personen führt. Ein unter solchen Umständen geleisteter Verzicht auf die Unschuldsvermutung und auf das Schweigerecht erfüllt die in B.15.7 angeführten Anforderungen.

B.15.10. Man muss sich jedoch die Frage stellen, ob ein solcher Verzicht dann, wenn er zu einer Einigung führt und diese ausgeführt wird, nicht das Erlöschen der Strafverfolgung bewirken müsste, wie es im ursprünglich vorgeschlagenen Text vorgesehen war und wie Artikel 216ter des Strafprozessgesetzbuches es in Bezug auf die Vermittlung in Strafsachen vorschreibt.

B.15.11. Wie in B.14 in Erinnerung gerufen wurde, hat der Gesetzgeber darauf verzichtet, diese Folge mit der Einigung, zu der die Vermittlung oder die Konzertierung führt, zu verbinden. Diese weisen nämlich einen wesentlichen Unterschied zu der Vermittlung in Strafsachen auf, insofern sie im Gegensatz dazu ungeachtet der Schwere der Straftat vorgeschlagen werden können. Während der Vorarbeiten wurde angemerkt, dass mit einer Vermittlung, die zum Erlöschen der Strafverfolgung führt, obwohl sie in erster Linie die Beziehung zwischen dem Täter und dem Opfer regelt, nicht auf geeignete Weise über die Reaktion der Gesellschaft auf schwere Straftaten entschieden werde, da diese Aufgabe nicht dem Opfer zustehe, sondern der Staatsanwaltschaft und dem Gericht; es wurde auch angeführt, dass aufgrund dieser unzureichenden Eignung in der Praxis nur noch leichte Taten Gegenstand einer Vermittlung sein könnten (*Parl. Dok.*, Kammer, 2004-2005, DOC 51-1467/015, SS. 24-25 und 78-79).

B.15.12. Der Wille des Gesetzgebers, die Möglichkeit zu bieten, dass für Minderjährige selbst bei schweren Straftaten die Vermittlungs- und Konzertierungstechnik in Anspruch genommen wird, rechtfertigt es aus den in B.15.11 dargelegten Gründen, dass die Einigung, zu der sie führt, nicht automatisch das Erlöschen der Strafverfolgung bewirkt.

B.15.13. Die Entscheidung des Gesetzgebers weist jedoch einen ernsthaften Mangel auf in Bezug auf die Unparteilichkeit des Richters, die Einhaltung der Unschuldsvermutung und das Schweigerecht.

B.15.14. Da es aus den in B.26.2 bis B.26.4 des Urteils Nr. 49/2008 dargelegten Gründen wünschenswert ist, dass derselbe Richter den Minderjährigen während des gesamten Verfahrens verfolgen kann, und es aus den in B.26.5 und B.26.6 desselben Urteils dargelegten Gründen zu vermeiden ist, dass er unvereinbare Funktionen kumuliert, ist die in Nr. 1 der Artikel 37bis § 1 und 45quater § 1 Absatz 2 des Gesetzes angegebene Bedingung für nichtig zu erklären.

B.15.15. Man muss sich auch die Frage stellen, ob es mit den in B.15.6 und B.15.7 in Erinnerung gerufenen Grundsätzen vereinbar ist, von Minderjährigen zu verlangen, dass sie ausdrücklich anerkennen, die Taten begangen zu haben, deren sie verdächtigt werden.

B.15.16. Das bloße Bestehen der Vermittlungseinigung, die der Prokurator des Königs und das Gericht zur Kenntnis nehmen werden, da sie diese berücksichtigen müssen, beweist, dass der Minderjährige erklärt hat, die ihm zur Last gelegten Taten nicht zu leugnen. Ungeachtet der Vorsichtsmaßnahmen, die ergriffen werden, damit die im Rahmen des Wiedergutmachungsangebots gesammelten Elemente, einschließlich der Anerkennung der Realität der als Straftat qualifizierten Tat durch den Minderjährigen, nicht außerhalb dieses Verfahrens benutzt werden dürfen (Artikel 37quater §§ 2 und 3 und 45quater § 4), wird bei jedem Minderjährigen, der nach einer Vermittlung oder einer Konzertierung vor dem Prokurator des Königs oder vor dem Jugendrichter erscheint, davon ausgegangen, dass er die Taten anerkennt. Dieser Verzicht auf die Unschuldsvermutung und das Schweigerecht ist zwar, wie in B.15.9 angeführt wurde, annehmbar im Rahmen der Vermittlung oder der Konzertierung, da der Minderjährige die Folgen dieses Verzichts, aufgrund dessen er an einem Wiedergutmachungsangebot teilnehmen kann, das er in seinem eigenen Interesse annimmt, beurteilen konnte, doch dies ist nicht mehr der Fall, wenn die Einigung, zu der dieses Angebot führt, nicht zum Erlöschen der Strafverfolgung führt.

B.15.17. Es ist nicht vereinbar mit den in B.15.6 in Erinnerung gerufenen Bestimmungen, vorzuschreiben, dass der Minderjährige verpflichtet ist, vorher zu erklären, dass er die ihm zur Last gelegten Taten anerkennt, während das Verfahren nach einer Vermittlungs- oder Konzertierungsvereinbarung wieder aufgenommen werden kann. Diese Anerkennung kann ein wichtiges Element sein, das es dem Minderjährigen ermöglichen wird, sich der Folgen seiner Handlung bewusst zu werden und somit in Zukunft mehr Verantwortung zu übernehmen. Doch sie kann im Rahmen der Vermittlung oder der Konzertierung geschehen und durch die damit verbundene Geheimhaltung gedeckt bleiben. Dieses Erfordernis in das Gesetz aufzunehmen und daraus eine Voraussetzung für das Wiedergutmachungsangebot zu machen, steht hingegen nicht im Verhältnis zum angestrebten Ziel. Es ist gerechtfertigt, dass ein Wiedergutmachungsangebot nur dann vorgeschlagen werden kann, wenn ein Minderjähriger im Verdacht steht, eine als Straftat qualifizierte Tat begangen zu haben, wie ausdrücklich in den Artikeln 37bis § 2 und 45quater § 1 des Gesetzes vorgesehen ist.

Indem der Gesetzgeber jedoch in einem anderem Rahmen als demjenigen des Wiedergutmachungsangebots eine spezifische Anerkennung des Minderjährigen gefordert hat, aus der später abgeleitet werden kann, dass er die ihm zur Last gelegten Taten auf jeden Fall anerkannt hat, hat er eine Maßnahme ergriffen, die über sein Ziel hinausreicht und Minderjährige, die ein Angebot der Vermittlung oder der auf Wiedergutmachung ausgerichteten Gruppenkonzertierung annehmen, anders behandelt als Erwachsene, die eine Vermittlung beantragen aufgrund von Artikel 553 § 1 des Strafprozessgesetzbuches, ohne dass dieser Behandlungsunterschied vernünftig gerechtfertigt ist.

B.15.18. In Artikel 37bis § 1 des Gesetzes vom 8. April 1965 ist somit ebenfalls Nr. 2 «die Person, die im Verdacht steht, eine als Straftat qualifizierte Tat begangen zu haben, erklärt, ihre Beteiligung an der als Straftat qualifizierten Tat nicht abzustreiten» und in Artikel 45quater § 1 Absatz 2 desselben Gesetzes Nr. 2 «der Betroffene erklärt, die als Straftat qualifizierte Tat nicht abzustreiten» für nichtig zu erklären.

In Bezug auf den dritten Unterteil des ersten Teils des Klagegrunds

B.16. Im dritten Unterteil des ersten Teils des Klagegrunds führen die klagenden Parteien an, die angefochtenen Bestimmungen sähen im Gegensatz zu Artikel 555 des Strafprozessgesetzbuches für Personen, die nicht dem Jugendgericht unterstünden, nicht vor, dass die im Rahmen des Einschreitens der Vermittlungsdienststelle oder der Dienststelle für auf Wiedergutmachung ausgerichtete Gruppenkonzertierung erstellten vertraulichen Dokumente, die trotzdem übermittelt würden, und die Dokumente, auf die eine Partei sich unter Verletzung der Geheimhaltungspflicht stütze, von Amts wegen aus dem Verfahren ausgeklammert würden. Darüber hinaus wird bemängelt, dass die angefochtenen Bestimmungen nicht die Anwendung von Artikel 458 des Strafgesetzbuches auf den Vermittler vorsähen.

B.17.1. Artikel 555 des Strafprozessgesetzbuches bestimmt:

«§ 1. Die im Rahmen des Einschreitens des Vermittlers erstellten Dokumente und erfolgten Mitteilungen sind vertraulich, mit Ausnahme dessen, was mit Zustimmung der Parteien den Gerichtsbehörden zur Kenntnis gebracht werden kann. Sie dürfen nicht in einem Straf-, Zivil-, Verwaltungs- oder Schiedsverfahren oder in gleich welchem anderen Verfahren zur Lösung von Konflikten verwendet werden und sind nicht als Beweis zulässig, selbst nicht als außergerichtliches Geständnis.

§ 2. Vertrauliche Dokumente, die trotzdem übermittelt werden oder auf die eine Partei sich unter Verletzung der Geheimhaltungspflicht stützt, werden von Amts wegen aus der Verhandlung ausgeklammert.

§ 3. Unbeschadet der Verpflichtungen, die dem Vermittler durch Gesetz auferlegt werden, darf er die Taten, von denen er aufgrund seines Amtes Kenntnis erlangt, nicht öffentlich bekannt geben. Er darf nicht als Zeuge in einem Straf-, Zivil-, Verwaltungs- oder Schiedsverfahren oder in gleich welchem anderen Verfahren in Bezug auf die Taten, die er im Laufe seiner Vermittlung zur Kenntnis genommen hat, auftreten.

Artikel 458 des Strafgesetzbuches findet Anwendung auf den Vermittler».

B.17.2. Im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien anführen, ist die Vertraulichkeit der Dokumente in den Artikeln 37quater § 3 und 45quater § 4 des Gesetzes vom 8. April 1965 verankert, die durch Artikel 4 des Gesetzes vom 15. Mai 2006 beziehungsweise Artikel 13 des Gesetzes vom 13. Juni 2006 eingefügt wurden.

Gemäß diesen Bestimmungen dürfen die vertraulichen Dokumente nicht in einem Straf-, Zivil-, Verwaltungs- oder Schiedsverfahren oder in gleich welchem anderen Verfahren zur Lösung von Konflikten verwendet werden, und sind sie nicht als Beweis zulässig, selbst nicht als außergerichtliches Geständnis. Obwohl diese Artikel nicht vollständig Artikel 555 des Strafprozessgesetzbuches entsprechen, insofern sie nicht ausdrücklich vorsehen, dass die übermittelten vertraulichen Dokumente aus der Verhandlung ausgeklammert werden müssen, können sie nur in dem Sinne ausgelegt werden, dass auch die im Rahmen einer Vermittlung in Jugendsachen erstellten vertraulichen Dokumente aus der Verhandlung ausgeklammert werden müssen.

B.17.3. Artikel 458 des Strafgesetzbuches ist anwendbar auf die Vermittler, die im Rahmen eines einem Minderjährigen vorgeschlagenen Verfahrens der Wiedergutmachung einschreiten.

Artikel 77 des Gesetzes vom 8. April 1965 bestimmt nämlich:

«Alle Personen, die in gleich welcher Eigenschaft an der Anwendung dieses Gesetzes mitwirken, sind aus diesem Grund zur Geheimhaltung der Taten, die ihnen in Ausübung ihres Auftrags anvertraut werden und einen Zusammenhang dazu aufweisen, verpflichtet.

Artikel 458 des Strafgesetzbuches ist auf sie anwendbar».

B.18. Daraus ergibt sich, dass der dritte Unterteil des ersten Teils des Klagegrunds in diesem Maße unbegründet ist.

In Bezug auf den zweiten Teil des Klagegrunds

B.19. Der zweite Teil des Klagegrunds ist gegen Artikel 47 des Gesetzes vom 8. April 1965 in der durch Artikel 10 des Gesetzes vom 15. Mai 2006 ergänzten Fassung gerichtet.

Die klagenden Parteien bemängeln, dass diese Bestimmung einen Behandlungsunterschied zwischen den zivilrechtlich für einen Minderjährigen, der wegen einer als Straftat qualifizierten Tat verfolgt werde, verantwortlichen Personen einführe, je nachdem, ob bei der Staatsanwaltschaft eine Vermittlung stattfindet oder nicht. Wenn der Prokurator des Königs beschlossen habe, das Verfahren im Anschluss an eine Vermittlung, die zu einem Ergebnis geführt habe, einzustellen, könnten das Opfer und die in dessen Rechte eingesetzte Person eine unwiderrufliche Verschuldensvermutung auf Seiten der zivilrechtlich haftbaren Person entgegenhalten, selbst wenn diese nicht an der Vermittlung teilgenommen habe, so dass sie das Verschulden des Minderjährigen nicht anfechten könnte, während die zivilrechtlich haftbare Person dieses Verschulden anfechten könne, wenn keine Vermittlung stattgefunden habe.

B.20.1. Die Personen, die durch den Prokurator des Königs zur Teilnahme an einem Vermittlungsverfahren eingeladen werden können, sind gemäß Artikel 45^{quater} § 1 Absatz 1 des Gesetzes vom 8. April 1965 neben der Person, die im Verdacht steht, eine als Straftat qualifizierte Tat begangen zu haben, die Personen, die über sie die elterliche Gewalt ausüben, die Personen, denen rechtlich oder faktisch das Sorgerecht über sie obliegt, und das Opfer.

Absatz 7 des besagten Artikels bestimmt, dass die Vermittlung nur stattfinden kann, wenn die daran teilnehmenden Personen ihr ausdrücklich und vorbehaltlos zustimmen, und dies während der gesamten Vermittlung.

Paragraph 2 derselben Bestimmung sieht vor, dass die Einigung, zu der die von der Vermittlung betroffenen Personen gelangt sind, von der Person, die im Verdacht steht, eine als Straftat qualifizierte Tat begangen zu haben, von den Personen, die über sie die elterliche Gewalt ausüben, und vom Opfer unterschrieben wird.

B.20.2. Die Bestimmung, die bezweckt, das unterschriebene Einverständnis der Person, die im Verdacht steht, eine als Straftat qualifizierte Tat begangen zu haben, der Personen, die über sie die elterliche Gewalt ausüben, und des Opfers zu verlangen, wurde durch einen Abänderungsantrag eingeführt mit dem Ziel, «zu verdeutlichen, dass die Vermittlungseinigung schriftlich verfasst werden muss, und zu verdeutlichen, wer sie unterschreiben muss» (*Parl. Dok.*, Senat, 2005-2006, Nr. 3-1312/5, SS. 1 und 2; *Parl. Dok.*, Senat, 2005-2006, Nr. 3-1312/7, SS. 52-53). Der Gesetzgeber verlangt die Zustimmung der Eltern zur Vermittlungseinigung (*Parl. Dok.*, Senat, 2005-2006, Nr. 3-1313/5, S. 3).

B.21. Es kann vernünftigerweise gerechtfertigt werden, dass der Gesetzgeber, um die bedeutenden Auswirkungen des Erlöschens der Strafverfolgung für das Opfer zu berücksichtigen, in Bezug auf dieses sowie in Bezug auf die in seine Rechte eingesetzten Personen eine unwiderlegbare Vermutung des Verschuldens des Urhebers der als Straftat qualifizierten Tat eingeführt hat. Ein solche Maßnahme würde jedoch auf unverhältnismäßige Weise die Rechte der zivilrechtlich haftbaren Personen verletzen, wenn diese für die Schadensfolgen des besagten Verschuldens aufkommen müssten, ohne die Möglichkeit gehabt zu haben, dessen Bestehen anzufechten.

Die angefochtene Bestimmung ist jedoch in Verbindung mit Artikel 45^{quater} § 2 Absatz 2 des Gesetzes vom 8. April 1965 zu betrachten. Da die Personen, die über den Minderjährigen, der im Verdacht steht, eine als Straftat qualifizierte Tat begangen zu haben, die elterliche Gewalt ausüben, ihr Einverständnis erteilen müssen, damit das Vermittlungsverfahren zu Ende geführt werden kann, selbst wenn sie nicht an der Vermittlung teilgenommen haben, werden ihre Rechte nicht auf unverhältnismäßige Weise verletzt, da sie die Möglichkeit haben, das Verschulden des Minderjährigen, über den sie die elterliche Gewalt ausüben, anzufechten, indem sie sich weigern, die Einigung zu unterschreiben, und somit verhindern können, dass ihnen die in Artikel 47 des Gesetzes festgelegte unwiderlegbare Vermutung auferlegt wird.

B.22. In der Auslegung, dass die angefochtene Bestimmung die unwiderlegbare Verschuldensvermutung nur für die Personen auferlegt, die über den Minderjährigen die elterliche Gewalt ausüben und die ihr Einverständnis zur Vermittlungseinigung erteilt haben, verstößt sie nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

In Bezug auf den dritten Teil des Klagegrunds

B.23. Im dritten Teil des Klagegrunds bemängeln die klagenden Parteien, dass Artikel 61^{bis} des Gesetzes vom 8. April 1965, eingefügt durch Artikel 14 des Gesetzes vom 15. Mai 2006, nicht vorsehe, dass allen Parteien und insbesondere Minderjährigen unter zwölf Jahren, die am Verfahren beteiligt seien, und ebenfalls den Zivilparteien das Urteil übermittelt werde.

B.24. Die Maßnahme, die darin besteht, eine Kopie der in öffentlicher Sitzung gefällten Urteile nur direkt bei der Verkündung dieser Entscheidungen Jugendlichen ab zwölf Jahren zu übermitteln, ist sachdienlich für das vorerwähnte Ziel.

Eine solche Maßnahme verletzt nicht auf unverhältnismäßige Weise die Rechte der Minderjährigen unter zwölf Jahren, da Artikel 10 des Gesetzes vom 8. April 1965, der durch Artikel 4 des Gesetzes vom 13. Juni 2006 wieder aufgenommen wurde, bestimmt, dass jede Entscheidung, sei es eine einstweilige Maßnahme oder eine Maßnahme zur Sache selbst, die durch den Jugendrichter oder das Jugendgericht in erster Instanz oder in der Berufungsinstanz gefasst wird, durch den Greffier am Tag der Entscheidung als einfache Kopie dem Rechtsanwalt des Minderjährigen übermittelt wird.

B.25. Der Gesetzgeber konnte zu Recht davon ausgehen, dass es zum Schutz des Privatlebens des Minderjährigen und seiner Familie angebracht war, die systematische Übermittlung der in öffentlicher Sitzung gefällten Urteile auf die unmittelbar von den Schutzmaßnahmen betroffenen Parteien zu begrenzen, und sie nicht auf die Zivilparteien auszudehnen, deren Interesse an der Rechtssache anders beschaffen ist. Eine solche Maßnahme verletzt nicht auf unverhältnismäßige Weise das Recht der Letztgenannten auf die Veröffentlichung der Gerichtsentscheidungen, da sie sich eine Kopie der Entscheidungen in der Kanzlei des betreffenden Gerichts besorgen können.

B.26. Der dritte Teil des Klagegrunds ist unbegründet.

In Bezug auf den vierten Teil des Klagegrunds

B.27. Im vierten Teil des Klagegrunds bemängeln die klagenden Parteien, dass Artikel 37^{bis} § 4 des Gesetzes vom 8. April 1965, eingefügt durch Artikel 2 des Gesetzes vom 15. Mai 2006, sowie Artikel 45^{quater} § 1 Absatz 5 des Gesetzes vom 8. April 1965, eingefügt durch Artikel 13 des Gesetzes vom 13. Juni 2006, nicht vorsähen, dass ein Jugendlicher, der im Verdacht stehe, eine als Straftat qualifizierte Tat begangen zu haben, während des gesamten Ablaufs des Vermittlungsverfahrens durch einen Rechtsanwalt unterstützt werden müsse und nicht nur vor der Annahme des Wiedergutmachungsangebots und ab dem Zeitpunkt der Festlegung einer Einigung.

Die klagenden Parteien vergleichen in diesem Punkt die Lage der betreffenden Minderjährigen mit derjenigen der Minderjährigen, die nicht an einem Vermittlungsverfahren oder an einer auf Wiedergutmachung ausgerichteten Gruppenkonzertierung teilnahmen, sowie mit der Lage der Personen, die den gemeinrechtlichen Strafgerichten unterstehen und die sich gemäß Artikel 553 § 4 des Strafprozessgesetzbuches während der Vermittlung durch einen Rechtsanwalt unterstützen lassen können.

B.28.1. Während der Vorarbeiten hat der Minister der Justiz erklärt:

«Einem Jugendlichen, der wegen einer als Straftat qualifizierten Tat verfolgt wird, muss man die Möglichkeit zur Konfrontation mit seinem Opfer beziehungsweise seinen Opfern bieten. Diese individuelle Arbeit ist wesentlich, damit er seine volle Verantwortung für seine Taten auf sich nehmen kann.

Es obliegt dem Vermittler, den Jugendlichen zum Sprechen zu bringen und ihn zu schützen, wenn er feststellt, dass man seinen Interessen zu schaden versucht.

Es besteht die Gefahr, dass die Rechtsanwälte, um ihre Mandanten gut zu verteidigen, untereinander ein Gespräch beginnen, und dass die Parteien ganz schweigen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2004-2005, DOC 51-1467/012, S. 115).

B.28.2. Die Grundsätze der Achtung vor den Rechten der Verteidigung und des fairen Verfahrens beinhalten das Recht des Rechtsunterworfenen, sich durch einen Rechtsanwalt unterstützen zu lassen, und auf dieses Recht findet der Verfassungsgrundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung Anwendung.

B.29. Im Gegensatz zum Standpunkt der klagenden Parteien legen die Artikel 37bis § 4 und 45quater § 1 Absatz 5 des Gesetzes vom 8. April 1965 ausschließlich die Fälle fest, in denen das Jugendgericht und der Prokurator des Königs die Betroffenen darüber informieren müssen, dass sie einen Rechtsanwalt in Anspruch nehmen können. Der Wortlaut dieser Bestimmungen schließt nicht aus, dass die Betroffenen während des gesamten Vermittlungsverfahrens oder der auf Wiedergutmachung ausgerichteten Gruppenkonzertierung durch einen Rechtsanwalt unterstützt werden. Obwohl gewisse Erklärungen während der Vorarbeiten darauf hindeuten, dass der Gesetzgeber möglicherweise eine andere Absicht hatte, können diese Erklärungen nicht gegen den deutlichen Gesetzestext angeführt werden.

B.30. Vorbehaltlich der Präzisierung in B.29 ist der vierte Teil des Klagegrunds unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt

. Artikel 37bis § 1 Nrn. 1 und 2 des Gesetzes vom 8. April 1965 über den Jugendschutz, eingefügt durch Artikel 2 des Gesetzes vom 15. Mai 2006, und

. Artikel 45quater § 1 Absatz 2 Nrn. 1 und 2 des Gesetzes vom 8. April 1965 über den Jugendschutz, eingefügt durch Artikel 13 des Gesetzes vom 13. Juni 2006,

für nichtig;

- weist die Klage vorbehaltlich der in B.17.2, B.22 und B.29 erwähnten Auslegung im Übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989, in der öffentlichen Sitzung vom 13. März 2008.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,
M. Melchior.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

N. 2008 — 1214

[C — 2007/12784]

10 FEBRUARI 2008. — Koninklijk besluit waarbij :

- a) het koninklijk besluit van 3 mei 2007 waarbij de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 september 2006, gesloten in het Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Vlaamse Gemeenschap, betreffende de toekenning van een eindejaarspremie algemeen verbindend wordt verklaard wordt ingetrokken;
b) algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 september 2006, gesloten in het Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Vlaamse Gemeenschap, betreffende de toekenning van een eindejaarspremie (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 september 2006, gesloten in het Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Vlaamse Gemeenschap, betreffende de toekenning van een eindejaarspremie; algemeen verbindend verklaard bij koninklijke besluit van 3 mei 2007;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Vlaamse Gemeenschap;

Op de voordracht van Onze Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. a) Het koninklijk besluit van 3 mei 2007 waarbij de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 september 2006, gesloten in het Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Vlaamse Gemeenschap, betreffende de toekenning van een eindejaarspremie algemeen verbindend wordt verklaard, wordt ingetrokken.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

F. 2008 — 1214

[C — 2007/12784]

10 FEVRIER 2008. — Arrêté royal :

- a) rapportant l'arrêté royal du 3 mai 2007 rendant obligatoire la convention collective de travail du 4 septembre 2006, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté flamande, relative à l'octroi d'une prime de fin d'année;
b) rendant obligatoire la convention collective de travail du 4 septembre 2006, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté flamande, relative à l'octroi d'une prime de fin d'année (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la collective de travail du 4 septembre 2006, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté flamande, relative à l'octroi d'une prime de fin d'année, rendue obligatoire par arrêté royal du 3 mai 2007;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté flamande;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. a) L'arrêté royal du 3 mai 2007 rendant obligatoire la convention collective de travail du 4 septembre 2006, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté flamande, relative à l'octroi d'une prime de fin d'année, est rapporté.